

Revenus des ménages

En 2011, le pouvoir d'achat du revenu des ménages a accéléré (+1,3 %, après +0,8 %) malgré le regain d'inflation (+2,0 % après +1,2 %). En effet, la hausse de l'emploi et des salaires au premier semestre a soutenu le revenu disponible brut des ménages : celui-ci a augmenté de 3,4 % en 2011 après +2,0 % en 2010, même si la dynamique des prélèvements obligatoires a quelque peu tempéré cette accélération.

Le pouvoir d'achat aurait toutefois ralenti mi-2011 (+0,3 % au second semestre après +0,7 % au premier semestre) et ce ralentissement se poursuivrait début 2012 : le pouvoir d'achat reculerait de 0,3 % au premier semestre 2012. Il pâtirait du regain d'inflation (+1,3 % au premier semestre 2012 après +1,0 % au second semestre 2011) et du ralentissement des revenus d'activité (+0,8 % après +1,1 %), en lien avec la détérioration de la situation du marché du travail.

Ralentissement des revenus d'activité au premier semestre 2012...

Sur l'ensemble de l'année 2011, les revenus d'activité ont accéléré (+2,9 %, après +2,0 % en 2010, cf. tableau 1). En particulier, la masse salariale reçue par les ménages a été dynamique (+3,1 % en 2011 après +2,0 % en 2010 ; cf. tableau 2). D'une part, le redressement de l'emploi, amorcé début 2010, s'est poursuivi jusqu'au milieu de l'année 2011. D'autre part, les salaires versés ont été très dynamiques dans les secteurs marchands au premier semestre 2011 (cf. graphique 1). L'excédent brut d'exploitation des entrepreneurs individuels a également crû à un rythme plus élevé en 2011 qu'en 2010 (+2,0 % après +1,5 %). Enfin, les revenus de la propriété ont vivement augmenté (+5,3 % en 2011 après -0,1 % en 2010) dans le sillage de la hausse des taux d'intérêt à court terme, et l'excédent brut d'exploitation des ménages purs⁽¹⁾ a nettement progressé (+5,6 % en 2011 après +0,1 %

Tableau 1

Revenu disponible brut des ménages

évolution en %

	Moyennes semestrielles					Moyennes annuelles		
	2010		2011		2012	2009	2010	2011
	S1	S2	S1	S2	S1			
Revenu disponible brut (RDB) (100%)	0,7	1,6	1,9	1,2	1,0	0,6	2,0	3,4
dont :								
Revenus d'activité (68 %)	1,1	1,2	1,8	1,1	0,8	-0,8	2,0	2,9
Masse salariale brute (59 %)	1,1	1,2	1,9	1,1	0,8	0,0	2,0	3,1
EBE des entrepreneurs individuels ⁽¹⁾ (9 %)	1,3	1,2	0,9	1,1	0,8	-5,5	1,5	2,0
Prestations sociales en espèces (32 %)	1,5	1,4	1,6	1,8	1,4	5,5	3,4	3,2
EBE des ménages purs (12 %)	-0,2	2,3	3,4	2,0	1,8	-4,1	0,1	5,6
Revenus de la propriété (10 %)	-0,3	1,5	3,2	2,6	2,1	-1,7	-0,1	5,3
Prélèvements sociaux et fiscaux (-23 %)	2,3	0,6	2,4	2,7	2,1	-1,9	2,2	4,0
Cotisations des salariés (-8 %)	0,8	0,9	1,3	1,1	0,9	0,9	1,9	2,3
Cotisations des non-salariés (-2 %)	0,9	0,3	0,3	0,5	0,6	4,7	1,8	0,7
Impôts sur le revenu et le patrimoine (y compris CSG et CRDS) (-13 %)	3,5	0,4	3,4	4,0	3,1	-4,6	2,5	5,7
Revenus hors impôts	1,0	1,4	2,1	1,6	1,2	0,0	2,0	3,6
Prix de la consommation des ménages (comptes nationaux trimestriels)	0,8	0,6	1,2	1,0	1,3	-0,6	1,2	2,0
Pouvoir d'achat du RDB	-0,1	0,9	0,7	0,3	-0,3	1,3	0,8	1,3
Pouvoir d'achat par unité de consommation	-0,4	0,6	0,3	-0,1	-0,6	0,6	0,1	0,6

Prévision

Note de lecture : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2010.

(1) L'excédent brut d'exploitation (EBE) des entrepreneurs individuels est le solde du compte d'exploitation des entreprises individuelles. Il s'agit d'un revenu mixte puisqu'il rémunère le travail effectué par le propriétaire de l'entreprise individuelle, et éventuellement les membres de sa famille, mais contient également le profit réalisé en tant qu'entrepreneur.

Source : Insee

en 2010). Le revenu disponible brut des ménages a cependant ralenti en cours d'année, et ce ralentissement a affecté la plupart de ses composantes (cf. tableau 1).

Cette décélération continuerait au premier semestre 2012. Ainsi, les revenus d'activité augmenteraient légèrement moins vite au premier semestre 2012 qu'au second semestre 2011 (+0,8 % après +1,1 %). En particulier, la masse salariale pâtirait de la dégradation du marché du travail (+0,8 % après +1,1 %) : l'emploi baisserait et les salaires seraient moins dynamiques. De même, l'excédent brut d'exploitation des entrepreneurs individuels, les revenus de la propriété et l'excédent brut d'exploitation des ménages purs ralentiraient.

...et des prestations sociales

En 2011, les prestations sociales en espèces reçues par les ménages ont évolué quasiment au même rythme qu'en 2010 : elles ont progressé de +3,2 % après +3,4 %. Les prestations de sécurité sociale ont ralenti (+3,1 % après +3,9 %, cf. tableau 3). En effet, malgré le dynamisme des prestations vieillesse, les allocations chômage ont reculé en 2011, en lien avec l'amélioration de la situation du marché du travail au premier semestre 2011. En revanche, les prestations d'assistance sociale se sont redressées en 2011 (+0,9 % après -0,7 %), après une année 2010 marquée par la non-reconduction des mesures prises dans le cadre du plan de relance en 2009.

Au premier semestre 2012, les prestations sociales en espèces ralentiraient légèrement (+1,4 % après +1,8 % au second semestre 2011). Les prestations d'assistance sociale progresseraient au même

rythme que fin 2011 (+0,7 % après +0,8 %), mais les prestations de sécurité sociale ralentiraient (+1,4 % après +1,9 %). D'une part, les prestations maladie seraient freinées par l'instauration d'un premier jour de carence pour les fonctionnaires et par la modification du plafonnement des indemnités journalières. D'autre part, la revalorisation des allocations familiales serait limitée à 1 % et interviendrait au 1^{er} avril au lieu du 1^{er} janvier.

Dynamisme des prélèvements obligatoires début 2012

En 2011, les prélèvements obligatoires versés par les ménages ont augmenté de 4,0 %. En particulier, la croissance des recettes de l'impôt sur le revenu a été vive (+6,2 % après +1,6 % en 2010), en raison de l'augmentation des revenus en 2010 et des hausses d'impôt votées pour 2011⁽²⁾. La taxation des revenus financiers a également augmenté, avec la taxation au fil de l'eau des revenus de l'assurance-vie. En revanche, les autres impôts courants ont ralenti en 2011, en lien notamment avec la baisse de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). Enfin, les cotisations des non-salariés ont ralenti en 2011 (+0,7 % en 2011 après +1,8 % en 2010), tandis que les cotisations salariales ont accéléré (+2,3 % après +1,9 %).

Au premier semestre 2012, les prélèvements obligatoires resteraient dynamiques (+2,1 % après +2,7 % au second semestre 2011). Les impôts versés par les ménages progresseraient de +3,1 %, après +4,0 % au second semestre 2011. En particulier, le renforcement de la taxation sur les plus-values immobilières et l'alourdissement de la fiscalité du capital pèseraient sur le revenu disponible des ménages.

(1) Il correspond à la production de services de logements, déduction faite des consommations intermédiaires nécessaires à cette production (notamment les services financiers liés aux emprunts) et des impôts (taxe foncière). La production correspond aux loyers que les particuliers propriétaires de logement perçoivent de leurs locataires ou pourraient percevoir s'ils mettaient leur bien en location (loyers « imputés »).

(2) Il s'agit notamment de l'instauration d'une contribution de 1 % sur les hauts revenus, de la suppression de certaines niches fiscales et des effets induits par la suppression de la taxe professionnelle pour les entrepreneurs individuels. Ces mesures ont contribué à la progression de l'impôt sur le revenu au second semestre 2011.

Tableau 2
De la masse salariale des entreprises non financières à celle reçue par les ménages
évolution en %

	Moyennes semestrielles					Moyennes annuelles		
	2010		2011		2012	2009	2010	2011
	S1	S2	S1	S2	S1			
Entreprises non financières (ENF) (67%)	1,1	1,5	2,4	1,3	0,9	-1,4	2,0	3,9
<i>dont : salaire moyen par tête</i>	1,0	1,1	1,6	0,9	1,2	1,1	2,2	2,6
Entreprises financières (5 %)	0,8	0,6	2,7	1,5	0,9	4,4	1,3	3,8
Administrations publiques (23 %)	0,9	0,4	0,5	0,4	0,4	2,3	1,8	0,8
Ménages hors entrepreneurs individuels (2 %)	2,3	0,5	0,6	1,3	1,4	2,8	3,4	1,5
Masse salariale brute reçue par les ménages (100 %)	1,1	1,2	1,9	1,1	0,8	0,0	2,0	3,1
<i>dont : secteurs concurrentiels non agricoles</i>	1,1	1,5	2,4	1,2	0,8	-1,1	2,0	3,7

■ Prévission

Note de lecture : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2010.

Source : Insee

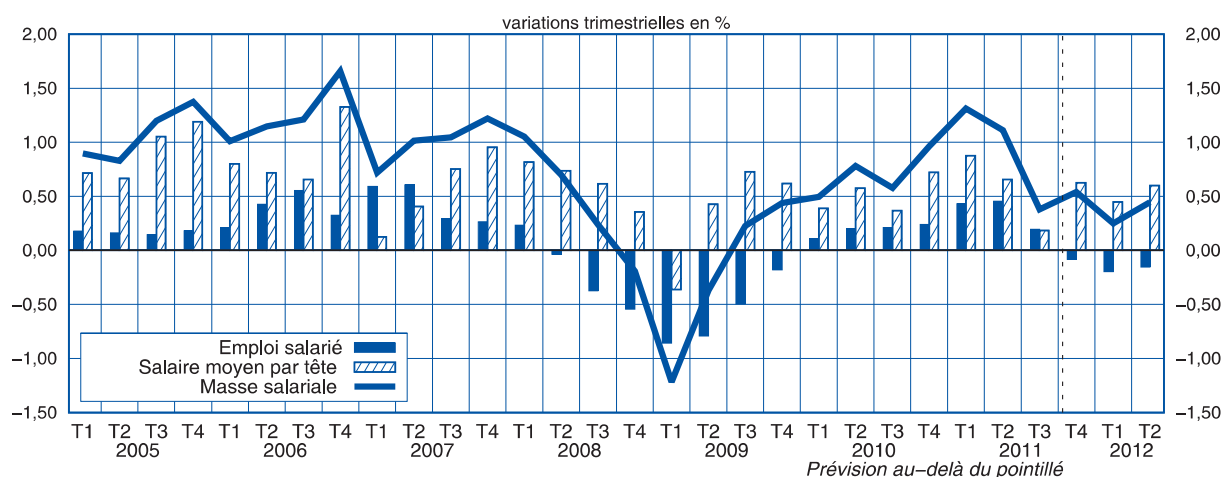
Le pouvoir d'achat reculerait légèrement au premier semestre 2012

En 2011, le revenu disponible brut (RDB) nominal des ménages a accéléré : il aurait progressé de 3,4 % après +2,0 % en 2010. Malgré le regain d'inflation (+2,0 % après 1,2 %), le pouvoir d'achat des ménages a ainsi progressé plus vite en 2011 qu'en 2010 (+1,3 % après +0,8 %). Le pouvoir d'achat par unité de consommation, qui tient

notamment compte des évolutions démographiques, a également accéléré en 2011 : il a crû de +0,6 % après avoir été quasiment stable en 2010 (+0,1 %).

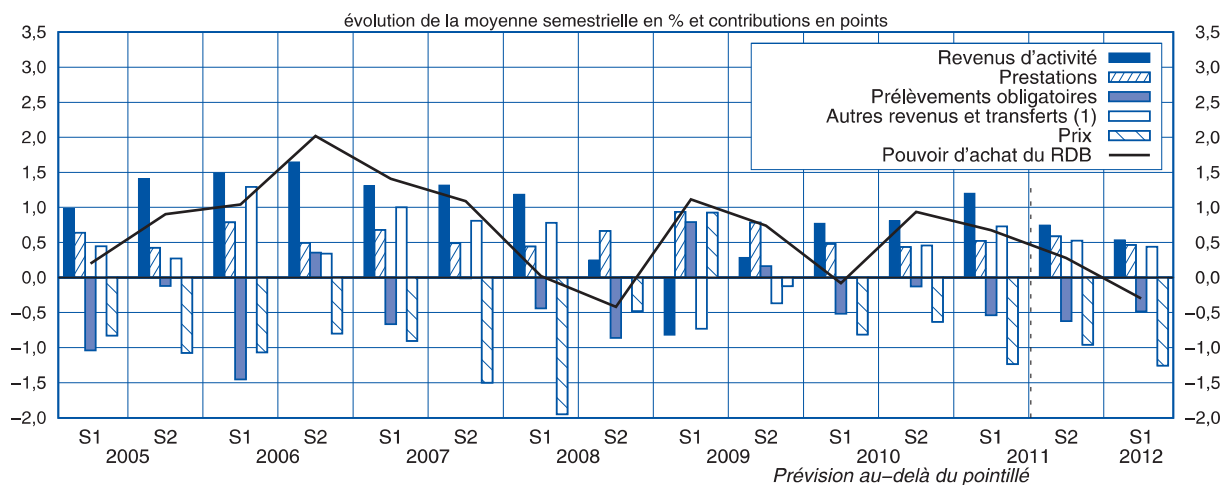
Au premier semestre 2012, le RDB des ménages progresserait de 1,0 %, soit un rythme inférieur à celui du second semestre 2011 (+1,2 %). Le pouvoir d'achat reculerait de 0,3 % après avoir augmenté de 0,3 % au second semestre 2011. Par unité de consommation il baisserait de 0,6 %. ■

1 - Décomposition de la masse salariale des ménages sur le champ concurrentiel non agricole



Source : Insee

2 - Pouvoir d'achat du revenu disponible et contributions



(1) EBE des ménages purs, revenus de la propriété et transferts courants

Source : Insee

Tableau 3

Les transferts sociaux reçus et versés par les ménages

évolution en %

	Moyennes semestrielles					Moyennes annuelles		
	2010		2011		2012	2009	2010	2011
	S1	S2	S1	S2	S1			
Prestations sociales en espèces reçues par les ménages (100%)	1,5	1,4	1,6	1,8	1,4	5,5	3,4	3,2
Prestations de Sécurité Sociale (72%)	1,8	1,4	1,4	1,9	1,4	5,5	3,9	3,1
Prestations de régimes privés (7 %)	0,4	2,1	3,3	1,7	1,4	2,3	2,8	5,3
Prestations directes d'employeur (13 %)	1,8	1,9	2,1	1,9	1,9	2,9	3,6	4,1
Prestations d'assistance sociale (8 %)	-0,3	-0,5	0,8	0,8	0,7	13,2	-0,7	0,9
Total des prélèvements sociaux	0,8	1,3	1,9	2,5	0,1	1,0	2,1	3,9
Cotisations sociales effectives versées par les ménages (100 %)	0,7	1,3	1,9	2,6	-0,1	0,7	1,9	3,8
dont :								
Cotisations des employeurs ⁽¹⁾ (63 %)	0,6	1,5	2,4	3,5	-0,6	0,2	2,0	4,9
Cotisations des salariés (29 %)	0,8	0,9	1,3	1,1	0,9	0,9	1,9	2,3
Cotisations des non-salariés (8 %)	0,9	0,3	0,3	0,5	0,6	4,7	1,8	0,7

Prévision

Note de lecture : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2010.

(1) Les cotisations employeurs sont à la fois reçues et versées par les ménages en comptabilité nationale : elles n'ont donc pas d'effet sur le revenu disponible brut.

Source : Insee

Encadré - Différentes mesures du pouvoir d'achat

Le revenu des ménages qui est présenté et analysé dans la Note de conjoncture rassemble tous les revenus perçus par l'ensemble des ménages. C'est cette grandeur qui est pertinente au niveau macroéconomique, par exemple pour construire l'équilibre entre ressources (PIB et importations) et emplois (consommation, investissement, exportations...) ou pour prévoir le PIB. Elle doit, par contre, être corrigée si on souhaite mesurer le pouvoir d'achat moyen des Français, de manière à tenir compte à la fois de la croissance du nombre de ménages et de l'évolution de leur composition. Cette correction consiste à diviser le revenu par le nombre d'unités de consommation de l'ensemble des ménages. Ce concept permet de tenir compte de la croissance démographique, mais aussi du fait que certaines consommations peuvent être

partagées au sein d'un ménage : un ménage de taille importante réalise donc certaines « économies d'échelle » par rapport à un ménage de taille plus faible (en matière de logement ou d'appareils ménagers par exemple). En 2010, la croissance du nombre d'unités de consommation est de 0,7 % (par comparaison, la croissance du nombre d'habitants est de 0,5 % et la croissance du nombre de ménages est de 1,0 %).

Ainsi, en 2011, le pouvoir d'achat par unité de consommation a accéléré (+0,6 % après +0,1 % en 2010). Par habitant, la hausse du pouvoir d'achat a été de 0,8 % et par ménage de 0,3 %. ■

Consommation et investissement des ménages

Au quatrième trimestre 2011, la consommation des ménages a légèrement ralenti (+0,2 % après +0,3 %), clôturant une année en nette décélération (+0,3 % en 2011 après +1,3 % en 2010). Si la consommation en biens manufacturés a été dynamique, et tout particulièrement les achats d'automobiles fin 2011, les dépenses d'énergie, qui avaient fortement rebondi au troisième trimestre, ont quant à elles reculé.

Au premier semestre 2012 les achats d'automobiles reculeraient fortement, comme le suggèrent les informations disponibles jusqu'en février. En revanche, la vague de froid début février entraînerait un net rebond de la consommation en énergie. Au total, la consommation des ménages croîtrait légèrement au premier trimestre 2012 (+0,2 %) puis serait stable au deuxième trimestre. Mi-2012, l'acquis de croissance de la consommation s'établirait à +0,2 %. Le taux d'épargne des ménages diminuerait légèrement en début d'année, mais resterait élevé, les ménages restant peu confiants en ce qui concerne la situation économique future et le chômage.

Après avoir marqué le pas au quatrième trimestre (+0,1 % après +1,2 %), l'investissement des ménages reculerait au premier trimestre 2012 (-0,5 %) puis s'orienterait à la hausse au deuxième trimestre (+0,4 %).

Au quatrième trimestre 2011, dynamisme des dépenses en automobile

Au quatrième trimestre 2011, la consommation des ménages a légèrement ralenti (+0,2 % après +0,3 %, cf. tableau). Face à la stagnation de leur pouvoir d'achat, les ménages ont légèrement réduit leur taux d'épargne qui demeure néanmoins à un niveau très élevé (17,0 % après 17,1 % au troisième trimestre).

Au quatrième trimestre 2011, les dépenses d'énergie ont reculé (-3,6 %), en lien avec un automne et un début d'hiver très doux. Les achats d'automobiles avaient fortement chuté au deuxième trimestre (-11,5 %), après l'arrêt de la prime à la casse. Ils se sont stabilisés au troisième trimestre (+0,3 %) et ont crû à nouveau au quatrième trimestre (+4,2 %). Fin 2011, les ménages ont ainsi probablement anticipé certains achats de véhicules avant le durcissement du bonus-malus au 1^{er} janvier 2012.

Les dépenses en textile-habillement-cuir ont rebondi au quatrième trimestre (+1,2 %) après un troisième trimestre en repli (-2,6 %). Ainsi, portées par les achats en textile et en automobiles, les dépenses en produits manufacturés ont été dynamiques au quatrième trimestre 2011 (+0,5 %), après deux trimestres consécutifs de repli (-2,0 % au deuxième trimestre 2011, suivi de -0,2 %).

La consommation de services, peu dynamique au troisième trimestre 2011, s'est stabilisée au quatrième (+0,1 % après +0,3 %). Enfin, la consommation de produits alimentaires s'est de

Dépenses de consommation et investissement des ménages

	Évolutions trimestrielles en %										Évolutions annuelles en %		
	2010				2011				2012		2010	2011	2012 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Dépenses totales de consommation des ménages	0,1	0,0	0,7	0,4	0,2	-1,0	0,3	0,2	0,2	0,0	1,3	0,3	0,2
dont :													
Consommation de biens	0,1	-0,5	1,1	0,9	0,0	-2,1	0,2	0,2	0,3	-0,1	1,4	-0,4	-0,1
Agriculture (3 %)	-1,8	-0,7	-0,4	0,4	1,9	0,4	-1,4	0,8	0,5	0,0	-2,2	1,7	0,5
Énergie (4 %)	8,0	-2,2	-2,0	2,8	-7,5	-5,1	5,6	-3,6	7,2	-1,8	4,7	-9,0	4,3
Produits manufacturés (42 %)	-0,6	-0,3	1,5	0,7	0,7	-2,0	-0,2	0,5	-0,4	0,1	1,3	0,4	-0,5
Services (51 %)	0,0	0,4	0,3	0,0	0,5	0,2	0,3	0,1	0,1	0,2	0,8	1,1	0,5
Consommation effective totale	0,0	0,1	0,6	0,4	0,3	-0,7	0,3	0,2	0,2	0,1	1,3	0,5	0,3
Investissement des ménages	-0,5	0,1	1,7	0,7	-0,3	1,2	1,2	0,1	-0,5	0,4	-1,4	2,6	0,7

■ Prévision
Source : Insee

nouveau repliée au quatrième trimestre 2011 (-0,1 % après -0,8 % au troisième), en lien notamment avec la hausse des prix du tabac mi-octobre 2011.

Au premier semestre 2012, la consommation resterait peu dynamique

La consommation totale des ménages conserverait son rythme de croissance au premier trimestre 2012 (+0,2 %, cf. graphique 2) puis elle serait stable au deuxième trimestre.

Au premier trimestre 2012, la consommation en énergie rebondirait nettement (+7,2 % après -3,6 %) en lien avec la vague de froid de début février. Au deuxième trimestre 2012, la consommation en énergie reculerait (-1,8 %), sous l'hypothèse d'un retour des températures à leur normale saisonnière.

La consommation en produits manufacturés baisserait au premier trimestre (-0,4 %), avant de croître modérément au deuxième trimestre (+0,1 %). En particulier la consommation automobile reculerait début 2012, comme le suggère l'acquis de croissance pour le trimestre (qui s'établit à -4,8 % fin janvier) et le repli des immatriculations jusqu'en février 2012 (cf. graphique 3). La consommation de textile, dont l'acquis de croissance fin janvier 2012 s'établit à -3,4 %, reculerait également au premier trimestre. Au deuxième trimestre 2012, la consommation automobile et les dépenses de textile se stabiliseraient.

La consommation alimentaire rebondirait au premier trimestre 2012 (+0,5 %) après deux trimestres consécutifs de recul (-0,8 % au troisième trimestre 2011, suivi de -0,1 %). Elle se stabiliserait au deuxième trimestre 2012.

Enfin, la consommation en services progresserait à un rythme limité au premier semestre 2012 (+0,2 % au premier trimestre 2012 suivi de +0,1 % au deuxième).

Le taux d'épargne des ménages français reste élevé

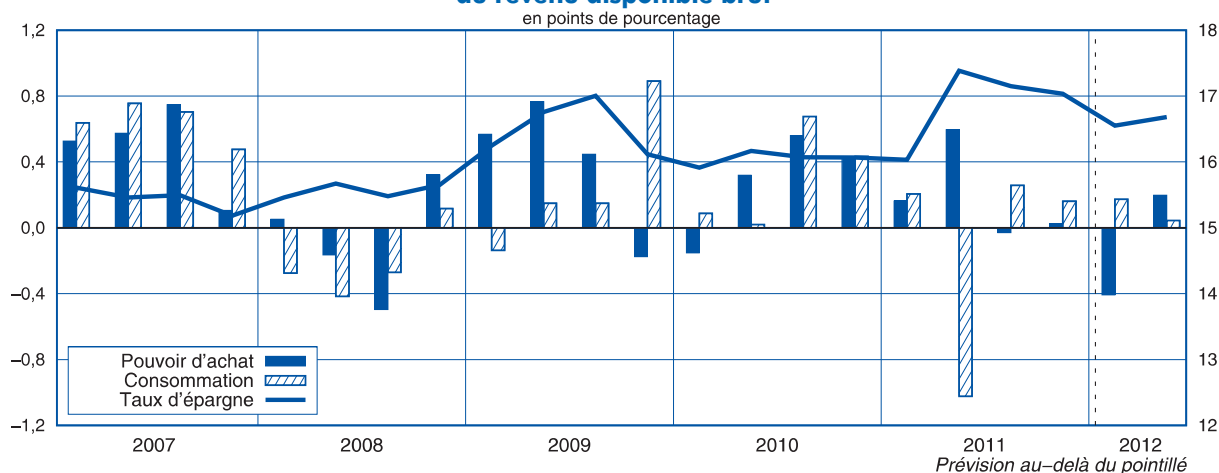
Face à la montée du chômage et à la dégradation de la situation économique, les ménages maintiennent, par précaution, leur épargne à un niveau élevé. Le taux d'épargne des ménages français a atteint ainsi 17,4 % au deuxième trimestre 2011, soit le niveau le plus élevé depuis 1983. Il a ensuite légèrement diminué pour s'établir à 17,0 % au quatrième trimestre 2011.

Au premier semestre 2012, le taux d'épargne resterait élevé ; il reculerait toutefois légèrement, à 16,6 % au premier trimestre 2012 avant de revenir à 16,7 % au deuxième. En effet, certaines des mesures fiscales mises en œuvre en 2012 concernent des revenus qui sont en grande partie orientés vers l'épargne (fin de l'abattement sur les plus-values immobilières, augmentation des prélèvements sociaux sur le capital). Ces mesures se traduiraient donc par un ajustement plutôt du taux d'épargne que du niveau de consommation des ménages.

Des à-coups sur l'investissement des ménages

En raison des délais de production dans le secteur de la construction, l'investissement des ménages suit avec retard l'évolution des mises en chantier de logements (cf. graphique 4). L'investissement des ménages a été dynamique aux deuxième et troisième trimestres 2011, après un pic de mises en chantier de logements au premier trimestre 2011. Au quatrième trimestre 2011, il s'est stabilisé (+0,1 %), suivant la baisse des mises en chantiers à partir du deuxième trimestre

1- Taux d'épargne et taux d'accroissement de la consommation et du pouvoir d'achat du revenu disponible brut



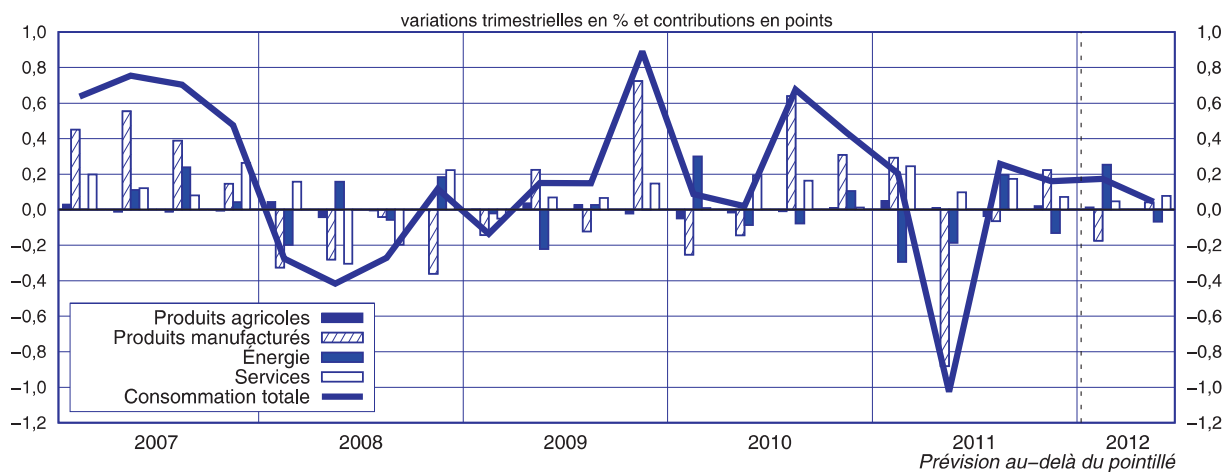
Source : Insee

Conjoncture française

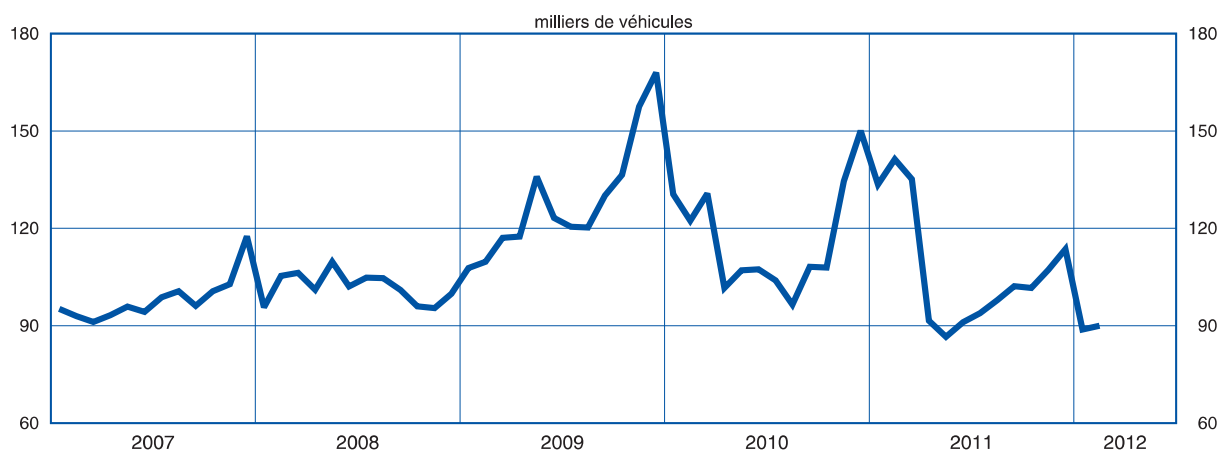
(cf. graphique 4). Ce ralentissement se poursuivrait et l'investissement des ménages reculerait au premier trimestre 2012 (-0,5 %). Il rebondirait

ensuite légèrement au deuxième trimestre 2012 (+0,4 %), dans le sillage de la hausse des mises en chantier observée fin 2011. ■

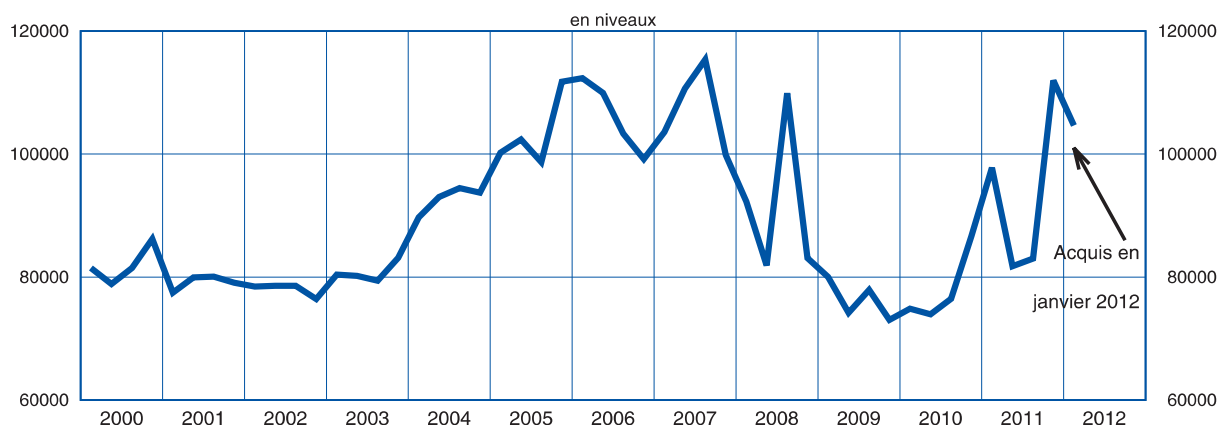
2 - Contributions des différents postes à la consommation trimestrielle des ménages



3 - Immatriculations de véhicules particuliers neufs (achats des ménages)



4 - Mises en chantier de l'ensemble des logements par trimestre



Éclairage - Achats de Noël : les habitudes des Français se modifient

Les données de consommation publiées par l'Insee sont en général « CVS-CJO », c'est-à-dire corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés. Cela signifie que, pour assurer une réelle lisibilité d'un mois à l'autre, ou d'un trimestre à l'autre, les effets saisonniers habituels, comme les soldes, sont neutralisés. Pourtant, il est intéressant d'étudier les données brutes pour mesurer et analyser ces effets saisonniers.

La saison des fêtes de fin d'année est particulière pour la consommation des ménages, à la fois dans son volume et sa composition. Les fêtes de famille, les traditionnels cadeaux et les vacances de Noël entraînent des dépenses plus importantes qu'aux autres périodes de l'année. En données brutes, les dépenses des ménages⁽¹⁾ sont ainsi supérieures de 12,3 % en décembre à celles des autres mois de l'année (en moyenne depuis 2006).

Tous les biens et services ne sont pas affectés de la même façon par cette saisonnalité. Pour étudier les principales dépenses et la structure des achats de Noël, la valeur de la consommation brute est comparée à la valeur corrigée des variations saisonnières et du nombre de jours ouvrés (CVS-CJO)⁽²⁾ pour différents produits (cf. tableau). Un rapport brut/ CVS-CJO supérieur à 1 en décembre signale une consommation en moyenne plus élevée à cette saison.

Une « surconsommation » de biens liée aux achats de cadeaux

Les grands bénéficiaires des fêtes de fin d'année sont les postes « horlogerie » et « bijouterie », dont la consommation est en décembre deux fois supérieure à la consommation moyenne mensuelle (cf. tableau). Les Français achètent également davantage de produits électroniques et informatiques ou encore de vêtements, de produits électroménagers et de meubles.

Les achats de livres sont eux aussi importants en décembre, l'effet de Noël dépassant celui des rentrées scolaire et littéraire de septembre (cf. graphique 1). Les dépenses de disques et vidéos-DVD au quatrième trimestre sont aussi élevées (respectivement supérieures de 61 % et de 50 % à un trimestre moyen), mais l'effet de Noël est plus difficile à identifier faute d'information à fréquence mensuelle.

Les repas de fêtes ne sont pas en reste : les dépenses en denrées alimentaires et boissons ainsi qu'en boucherie sont de 21 % et 12 % supérieures à leurs moyennes mensuelles respectives (cf. tableau).

Un impact modeste dans le transport

Le pic de consommation des services de transport se situe pendant les vacances d'été, mais les effets des vacances de fin d'année sont perceptibles au milieu d'une consommation hivernale traditionnellement faible (cf. graphique 2).

(1) Dépenses des ménages en volume hors services immobiliers, financiers et non marchands.

(2) Les coefficients CVS neutralisent les évolutions de la consommation purement liés à la saison et les coefficients CJO, ceux purement liés au nombre de jours ouvrés.

Pour les transports aériens et routiers (péages), les dépenses de décembre sont plus élevées que celles de novembre ou janvier. Les transports ferroviaires sont à l'inverse moins importants : les déplacements de travail représentant la majorité de ce poste, la fréquentation des trains baisse en décembre avec les congés de fin d'année.

Le Père Noël se modernise

Au fil des ans, les Français adaptent leur consommation aux nouveaux produits et à la pratique grandissante des démarques.

Certains achats de Noël perdent du terrain sur les soldes de janvier

Les produits d'habillement sont des achats fréquents à l'époque de Noël. Cependant, depuis plusieurs années, l'effet des soldes de janvier semble gagner du terrain sur celui de Noël. Cela pourrait en partie être dû à une intensification des démarques (cf. graphique 3). Pour les appareils ménagers et l'électronique grand public, l'effet de Noël reste prédominant sur les soldes, mais ces dernières années, l'écart entre les deux tend à se réduire (cf. graphiques 4 et 5).

Les démarques sur les produits high tech renforcent leur consommation à Noël

Pour les produits optiques et photographiques (essentiellement les appareils photos numériques) et l'informatique, l'effet de Noël est de plus en plus important depuis 2006 (cf. graphique 6). Il pourrait être en partie lié à une baisse des prix de plus en plus marquée au mois de décembre.

Dès leur entrée sur les rayons, les GPS se sont notamment imposés comme des achats de Noël. Leur consommation est d'ailleurs plus importante en décembre qu'en juillet, l'autre pic de consommation, avant les départs en congés d'été.

En 2011, les Français ont privilégié les achats de produits informatiques

Tous ces produits fortement consommés à Noël déterminent une grande partie du profil de la consommation de décembre. En 2011, les Français ont privilégié les achats de produits informatiques aux produits alimentaires. Les produits alimentaires sont en effet consommés de façon de plus en plus lisse sur l'année (leur ratio brut/ CVS-CJO diminue, cf. tableau). En revanche, les ordinateurs et le matériel optique et photographique ont été particulièrement prisés (leur ratio brut/ CVS-CJO est plus élevé en décembre 2011 qu'en moyenne au cours des cinq dernières années, cf. tableau). On observe d'ailleurs un renouvellement des cadeaux « high-tech » : les ratios des GPS et des produits d'électronique grand public, qui regroupent principalement les téléviseurs, ont baissé en 2011. Enfin, la consommation des montres, des livres et des vêtements est de plus en plus concentrée au mois de décembre : l'avenir des achats de Noël ne repose donc pas uniquement sur les produits de haute technologie ! ■

Ratio brut/CVS-CJO au mois de décembre pour divers produits

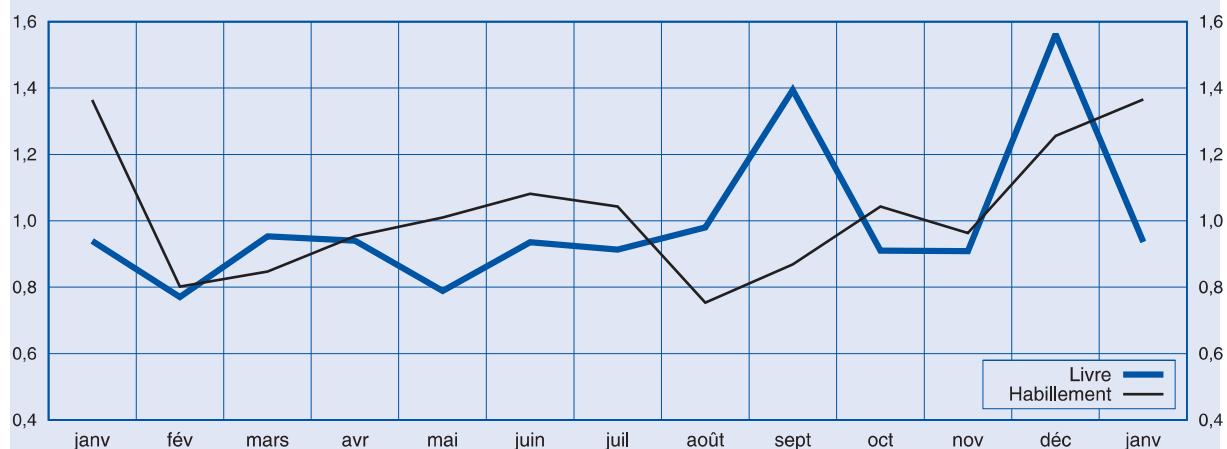
Produits	Moyenne 2006-2010	2011
Horlogerie	2,04	2,11
Joannerie-bijouterie	1,95	1,96
GPS	1,92	1,89
Electronique grand public	1,65	1,59
Livres	1,56	1,66
Ordinateurs et équipements périphériques	1,48	1,57
Matériel optique et photographique	1,33	1,40
Habillement	1,26	1,30
Denrées alimentaires et boissons*	1,21	1,16
Boucherie	1,12	1,14
Appareils ménagers	1,09	1,10
Meubles	1,08	1,08
Maroquinerie-cuir-chaussures	0,94	0,98
Transport routier (péages)	0,93	0,93
Transport ferroviaire	0,89	0,90
Transport aérien	0,89	nc

*hors viande, produits laitiers, boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires

Note de lecture : Un rapport brut/CVS-CJO supérieur à 1 en décembre traduit une consommation habituellement élevée à cette saison. Par exemple, pour l'électronique grand public, le ratio brut/CVS-CJO vaut 1,65. Cela signifie qu'en moyenne sur cinq ans (2006 - 2010), la consommation brute en électronique grand public est, en décembre, 65 % supérieure à celle mesurée habituellement dans les comptes (CVS-CJO). Ce ratio est estimé pour les produits pour lesquels un effet lié aux fêtes de fin d'année a été identifié. D'autres dépenses, traditionnellement importantes en décembre, mais plus contraintes et pas directement liées aux fêtes de fin d'année, ont été écartées de l'analyse : dépenses d'énergie (chauffage), de santé (épidémie de grippe), etc.

Source : Insee

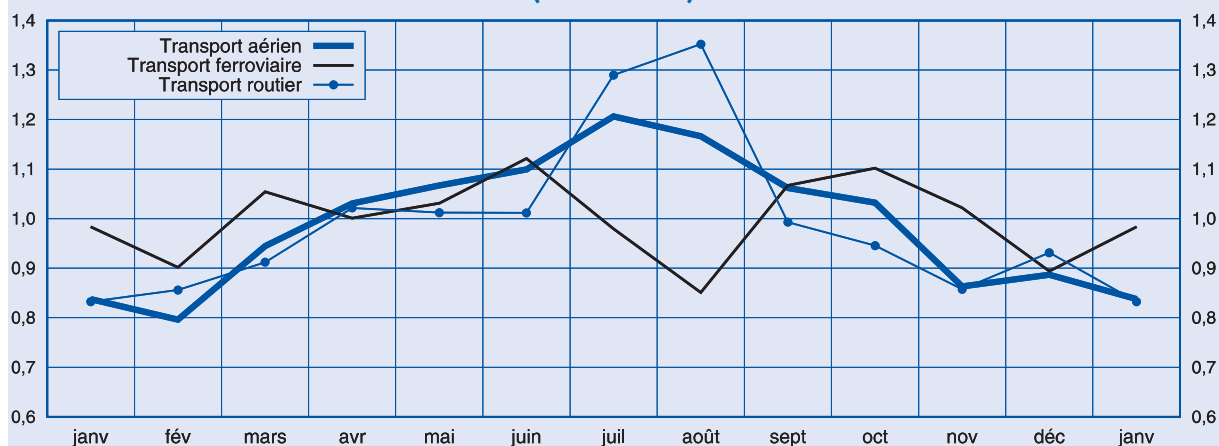
1 - Ratio brut/CVS-CJO du livre et de l'habillement en moyenne sur cinq ans (2006-2010)



Note de lecture : En moyenne sur cinq ans (2006-2010), la consommation en livres est en décembre presque 1,6 fois supérieure à la consommation moyenne (CVS -CJO). Ce ratio est supérieur à celui de septembre (1,4).

Source : Insee

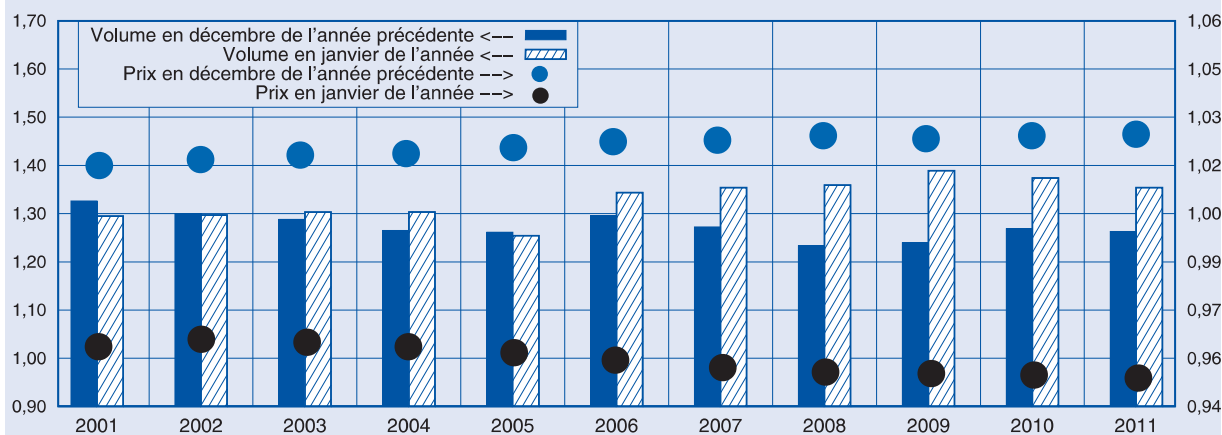
2 - Ratio brut/CVS-CJO pour le transport aérien, ferroviaire et routier en moyenne sur cinq ans (2006 - 2010)



Note de lecture : En moyenne sur cinq ans (2006-2010), la consommation en transports aériens et routiers rebondit légèrement en décembre, mais reste inférieure à la consommation moyenne (CVS - CJO). À l'inverse, les dépenses en transports ferroviaires se replient en décembre.

Source : Insee

3 - Dans l'habillement, l'effet des soldes de janvier semble prendre de l'importance sur celui de Noël du fait de l'intensification des démarques

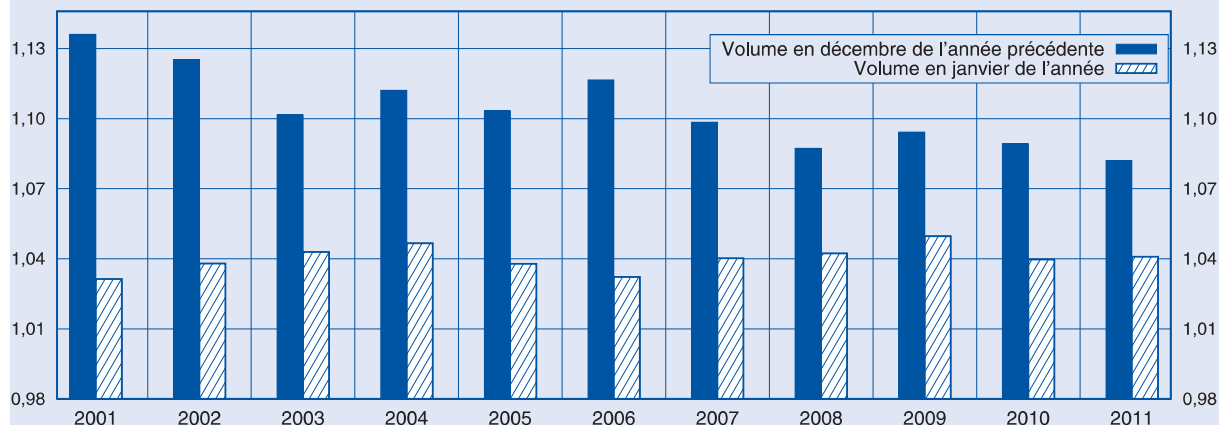


Note de lecture : Pour les volumes, les ratios brut/CVS-CJO sont supérieurs à 1 en décembre et en janvier. Ceci traduit une consommation de produits d'habillement habituellement élevée ces deux mois ; en décembre, ceci reflète les fêtes de fin d'année et en janvier les soldes. Ces dix dernières années, l'effet des soldes s'est renforcé (les ratios de janvier sont de plus en plus élevés) au détriment de celui des fêtes de fin d'année (ratios de décembre en baisse).

Pour les prix, les ratios brut/CVS-CJO sont inférieurs à 1 en janvier, indiquant que les prix dans l'habillement sont habituellement plus bas à cette période de l'année, en raison des soldes. Les ratios brut/CVS-CJO pour les prix en décembre sont légèrement supérieurs à 1, indiquant que les prix sont légèrement plus élevés à cette période de l'année. Cependant, l'écart entre les deux mois augmente régulièrement depuis 2001, traduisant en grande partie l'intensification des démarques au cours des années récentes.

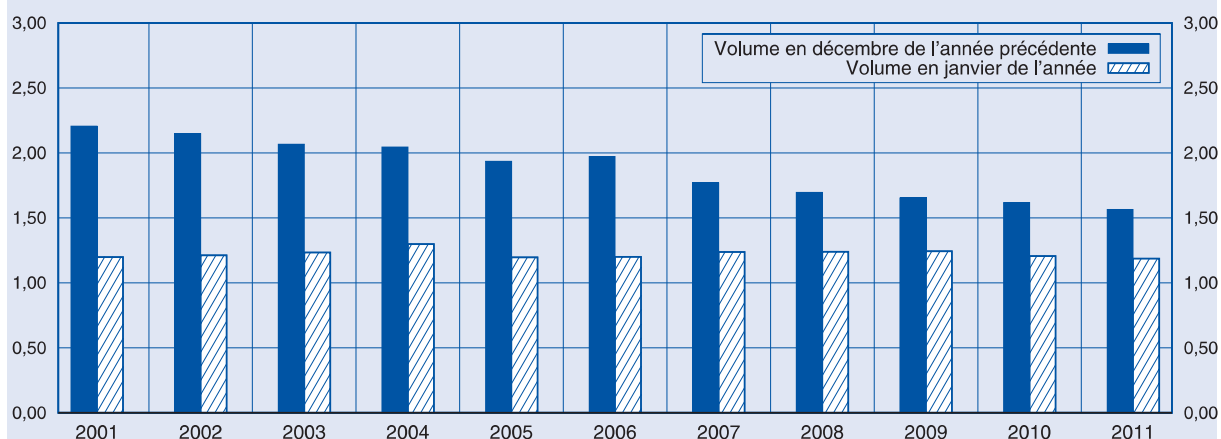
Source : Insee

4 - Pour les appareils ménagers l'effet de Noël reste prédominant sur les soldes mais l'écart tend à se réduire ...



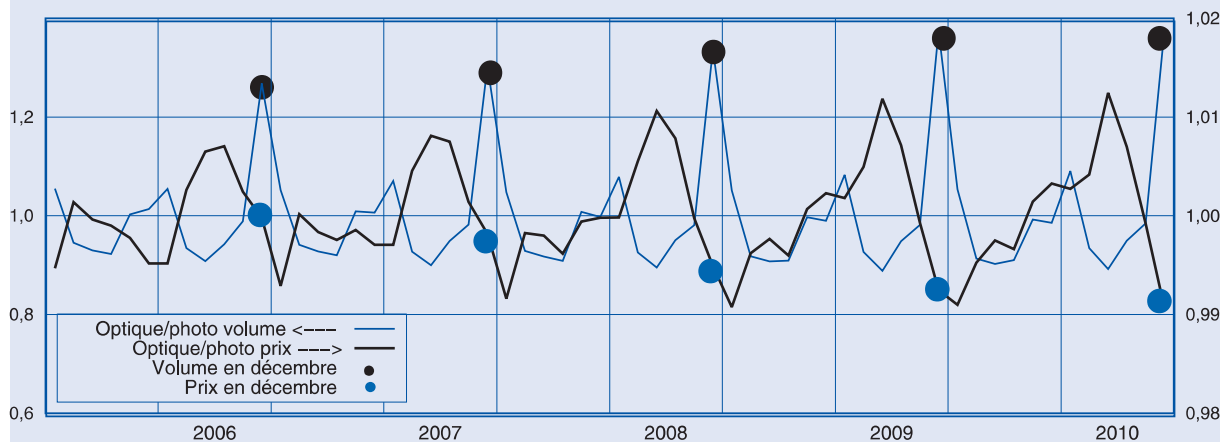
Source : Insee

5 - ... de même que pour l'électronique grand public



Source : Insee

6 - Ratio brut/CVS-CJO pour les produits optiques et photographiques sur cinq ans (2006 - 2010)



Note de lecture : Depuis 2006, les dépenses en matériel optique et photographique sont de plus en plus concentrées sur le mois de décembre. De plus, les prix de ces produits baissent de plus en plus en décembre.

Source : Insee

Résultats des entreprises

En 2011, le taux de marge des entreprises non financières a été en net repli : mesuré au coût des facteurs, il a atteint 30,3 %⁽¹⁾ sur l'année, après 31,0 % en 2010. Il n'a été soutenu que par les gains de productivité. A contrario, l'accroissement des coûts salariaux réels a pesé sur les marges des entreprises. D'une part, les salaires réels ont progressé, notamment en début d'année. D'autre part, les cotisations patronales ont augmenté en raison de la mesure d'annualisation des allègements de charges sociales : cette mesure s'impute en totalité au quatrième trimestre. Enfin, avec l'envolée des prix énergétiques, le taux de marge des entreprises a pâti de la dégradation des termes de l'échange.

Au premier trimestre 2012, l'effet d'annualisation des allègements de charges sociales disparaîtrait et le taux de marge rebondirait mécaniquement (+0,6 point). Il se redresserait au deuxième trimestre (+0,1 point), toujours soutenu par les gains de productivité.

En 2011, le taux de marge a été en net repli

En 2011, le taux de marge des sociétés non financières a nettement reculé. Mesuré au coût des facteurs, il a atteint 30,3 % sur l'année, après 31,0 % en 2010 (cf. tableau), un niveau historiquement faible (cf. graphique 1). Cette baisse du taux de marge résulte, en premier lieu, de l'augmentation des coûts salariaux réels. En effet, les cotisations sociales à la charge des employeurs (contribution de -0,4 point) ont

progressé en 2011, en raison de l'annualisation des allègements de charges sociales, dont l'effet est visible au quatrième trimestre⁽²⁾. La hausse du salaire réel par tête (cf. fiche salaire) a également contribué à éroder les marges des entreprises (contribution de -0,4 point). Enfin, la détérioration des termes de l'échange a accentué le repli du taux de marge (contribution de -0,4 point) : les entreprises ont ainsi supporté en partie le coût du choc pétrolier survenu au premier semestre 2011.

Au total, en 2011, seuls les gains de productivité des salariés ont contribué à la reconstitution des marges des entreprises non financières (contribution de +0,6 point).

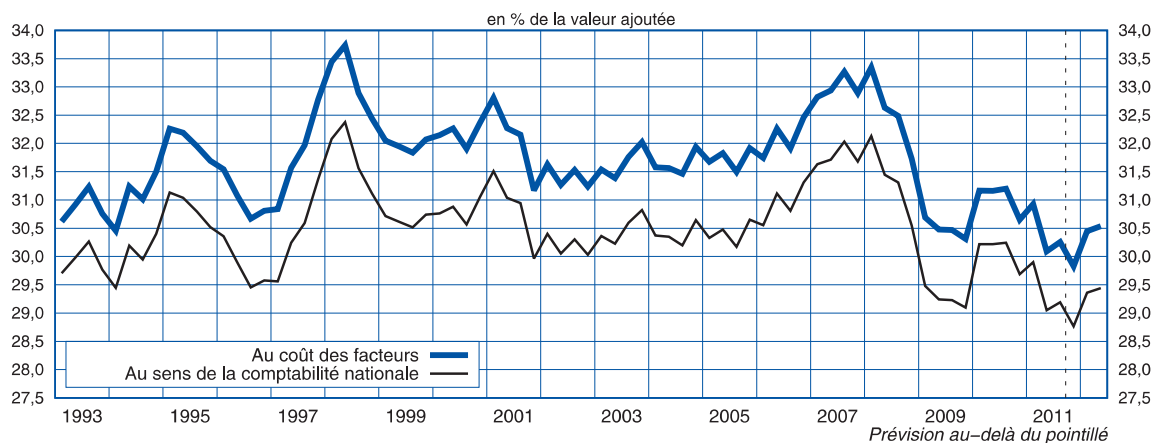
Le taux de marge se redresserait au premier semestre 2012

Au premier trimestre 2012, le taux de marge se redresserait : il s'établirait ainsi à 30,4 %, après 29,8 % fin 2011. Les cotisations sociales employeurs reviendraient à un niveau plus « habituel », après l'accélération ponctuelle du quatrième trimestre 2011, liée aux régularisations de charges sociales. Cela constituerait le principal facteur du redressement du taux de marge au premier trimestre (contribution de +0,6 point, cf. graphique 2). En revanche, avec la hausse des prix énergétiques et le relèvement du taux de TVA réduit dans les services, les termes de l'échange continueraient de peser sur les marges des entreprises (contribution de -0,2 point), cet effet étant quelque peu amorti par la baisse des salaires réels (contribution de +0,1 point).

(1) Chiffre annuel provisoire avec un quatrième trimestre encore prévisionnel.

(2) cf. encadré de la fiche « Résultat des entreprises » de la Note de conjoncture de décembre 2011.

1 - Taux de marge des sociétés non financières (SNF)

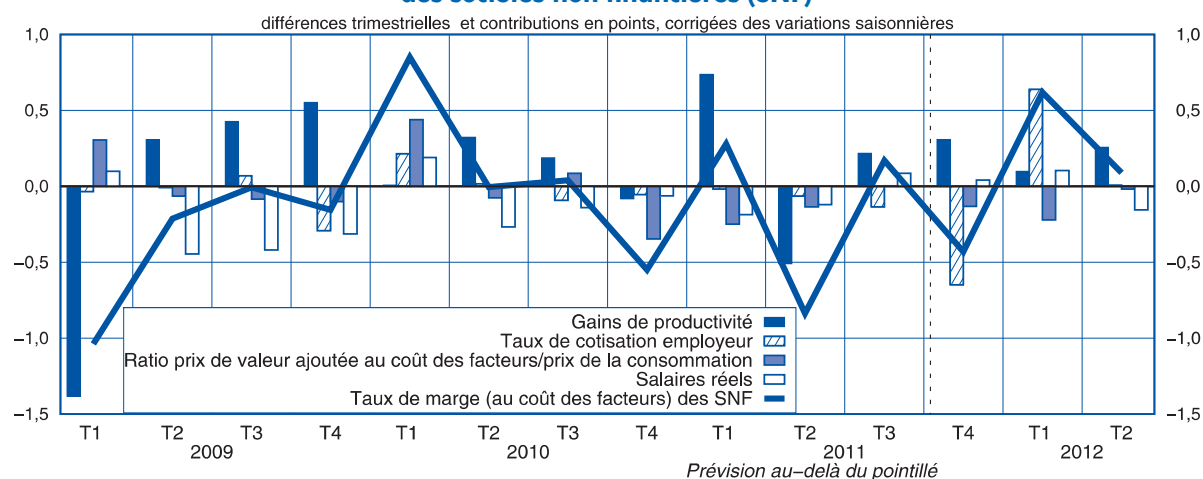


Source : Insee

Au deuxième trimestre 2012, le taux de marge progresserait de nouveau (+0,1 point). Les marges seraient soutenues par les gains de productivité (contribution de +0,3 point). En effet, l'emploi des sociétés non financières continuerait de se replier alors que l'activité progresserait. À l'inverse, l'augmentation du salaire réel par tête modérerait l'évolution du taux de marge (contribution de -0,2 point).

Au total, le taux de marge au coût des facteurs atteindrait 30,5 % au deuxième trimestre 2012, se situant toujours nettement en dessous de son niveau de début 2011 (30,9 %). Il serait au même niveau que celui observé en moyenne durant la récession de 2009 (30,5 %).■

2 - Contributions à la variation du taux de marge au coût des facteurs des sociétés non financières (SNF)



Décomposition du taux de marge des sociétés non financières (SNF)

en % et en points

	2010				2011				2012		2010	2011	2012 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Taux de marge (en niveau)⁽¹⁾	30,2	30,2	30,2	29,7	29,9	29,0	29,2	28,8	29,4	29,4	30,1	29,2	29,4
Variation du taux de marge	1,1	0,0	0,0	-0,6	0,2	-0,8	0,1	-0,4	0,6	0,1	0,8	-0,9	0,2
Taux de marge au coût des facteurs (en niveau)⁽²⁾	31,2	31,2	31,2	30,6	30,9	30,1	30,3	29,8	30,4	30,5	31,0	30,3	30,5
Variation du taux de marge au coût des facteurs	0,8	0,0	0,0	-0,6	0,3	-0,8	0,2	-0,4	0,6	0,1	0,6	-0,8	0,2
Contributions à la variation du taux de marge au coût des facteurs													
des gains de productivité	0,0	0,3	0,2	-0,1	0,7	-0,5	0,2	0,3	0,1	0,3	1,0	0,6	0,5
du salaire par tête réel	0,2	-0,3	-0,1	-0,1	-0,2	-0,1	0,1	0,0	0,1	-0,2	-0,7	-0,4	0,0
du taux de cotisation employeur	0,2	0,0	-0,1	-0,1	0,0	-0,1	-0,1	-0,6	0,6	0,0	0,0	-0,4	0,1
du ratio du prix de la valeur ajoutée et du prix de la consommation	-0,2	-0,1	0,1	-0,3	-0,2	-0,1	0,0	-0,1	-0,2	0,0	-0,4	-0,4	-0,3
autres facteurs	0,6	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	-0,2	0,0

Prévision

(1) Le taux de marge TM mesure la part de la valeur ajoutée qui rémunère le capital. Sa variation se décompose de façon comptable entre :
 - les évolutions de la productivité (Y/L), avec Y la valeur ajoutée et l'emploi, et du ratio du prix de la valeur ajoutée au prix de la consommation, ou termes de l'échange (Pva/Pc), qui jouent positivement ;
 - les évolutions du salaire réel moyen par tête (SMPT/Pc) et du taux de cotisation employeur (W/SMPT, où W représente l'ensemble des rémunérations), qui jouent négativement.
 - d'autres facteurs : il s'agit d'un ratio du prix de la valeur ajoutée au coût des facteurs par rapport au prix de la valeur ajoutée au sens de la comptabilité nationale.

Cette décomposition est synthétisée dans l'équation suivante (cf. dossier de la Note de conjoncture de juin 2003) :

$$TM = \frac{EBE}{VA} \approx 1 - \frac{W \cdot L}{Y \cdot P_{va}} = 1 - \frac{L}{Y} \cdot \frac{W}{SMPT} \cdot \frac{SMPT}{P_c} \cdot \frac{P_c}{P_{va}}$$

(2) La valeur ajoutée au coût des facteurs s'obtient à partir de la valeur ajoutée brute en lui retirant les impôts sur la production nets des subventions d'exploitation. Le taux de marge (part de l'EBE dans la valeur ajoutée) au coût des facteurs est supérieur d'environ 1 % au taux de marge au sens de la comptabilité nationale. Dans la décomposition du TM ci-dessus, seuls les termes VA et Pva sont affectés par cette distinction.

Source : Insee

Investissement des entreprises et stocks

En 2011, l'investissement des entreprises a accéléré : +4,2 % après +2,0 % en 2010. Les investissements en produits manufacturés et en services ont été plus dynamiques qu'en 2010 et les dépenses en construction se sont moins contractées. Au premier semestre 2012, l'investissement des entreprises progresserait à un rythme plus modéré. En effet, les capacités de production restent peu sollicitées, les conditions d'accès au crédit se sont quelque peu resserrées fin 2011, et les perspectives d'activités seraient peu favorables jusqu'à mi-2012. En outre, des facteurs ponctuels freineraient l'investissement en début d'année : les conséquences de la vague de froid dans les travaux publics et le contrecoup sur les achats d'automobiles après une forte augmentation fin 2011. L'investissement des entreprises se tasserait ainsi légèrement au premier trimestre 2012 (-0,4 %), puis rebondirait au deuxième trimestre (+0,8 %), porté notamment par l'accélération des dépenses en construction.

Au quatrième trimestre 2011, la variation des stocks a fortement pesé sur la croissance du PIB (contribution de -0,8 point), en raison de mouvements de déstockage dans l'ensemble de l'industrie manufacturière hors cokéfaction et raffinage. Sur l'ensemble de l'année 2011, les variations de stocks de produits manufacturés ont cependant contribué positivement à la croissance (+0,7 point après +0,6 point en 2010). Au premier semestre 2012, la contribution à la croissance de la variation des stocks serait nulle.

En 2011, nette accélération des investissements en produits manufacturés et en services

Au quatrième trimestre 2011, l'investissement des entreprises non financières (ENF) a rebondi (+1,4 % après -0,4 % au troisième trimestre (cf. tableau 1), porté par la reprise de l'investissement en biens manufacturés (+2,4 % après -1,0 %) et en construction (+0,5 % après -0,1 %) et par l'accélération des dépenses en services (+1,1 % après +0,1 %). Le dynamisme de l'investissement en produits manufacturés résulte de l'augmentation très marquée des achats de matériels de transport (+8,4 % après -3,8 %) et notamment d'automobiles. Ce rebond traduit à la fois un effet de rattrapage après des retards de livraisons à l'été, liés aux difficultés d'approvisionnement en provenance du Japon, et un effet d'anticipation avant le durcissement de certains dispositifs fiscaux le 1^{er} janvier 2012⁽¹⁾.

Au total, sur l'ensemble de l'année 2011, l'investissement des ENF a nettement accéléré (+4,2 % après +2,0 % en 2010). Les dépenses en produits manufacturés (+10,1 % après +8,3 %) et en services (+6,4 % après +4,6 %) se sont renforcées tandis que les dépenses de construction ont continué de se replier, mais à un rythme moins soutenu (-5,2 % après -6,9 %). Fin 2011, le taux d'investissement s'établit à 17,9 %, proche du point haut atteint au deuxième trimestre 2011 (cf. graphique 1).

(1) Durcissement du bonus-malus au 1^{er} janvier 2012 et hausse de la taxe sur les véhicules de société les plus polluants.

Tableau 1

Investissement des entreprises non financières (ENF)

variations aux prix chaînés de l'année précédente, en %

	Variations trimestrielles										Variations annuelles		
	2010				2011				2012		2010	2011	2012 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Produits manufacturés (43 %)	1,2	4,1	3,7	3,3	3,3	1,5	-1,0	2,4	-1,8	0,3	8,3	10,1	0,0
Construction (26 %)	-2,1	-0,3	-2,0	-2,7	-1,5	-0,9	-0,1	0,5	0,6	1,9	-6,9	-5,2	2,1
Autres (31 %)	0,6	4,9	2,0	0,6	3,4	-0,1	0,1	1,1	0,5	0,5	4,6	6,4	1,6
Ensemble des ENF (100 %)	-0,1	2,9	1,4	0,6	1,9	0,3	-0,4	1,4	-0,4	0,8	2,0	4,2	1,1

Prévision

Source : Insee

Début 2012, l'investissement progresserait par à-coups

Début 2012, l'environnement économique et financier est peu propice aux projets d'investissement. Les conditions globales de financement des entreprises se sont quelque peu tendues fin 2011 : les taux d'intérêt réels ont légèrement augmenté mais surtout les conditions d'octroi de crédit se sont resserrées, selon les banques (cf. graphique 2).

Un environnement peu favorable à l'investissement

Interrogés dans les enquêtes de conjoncture début 2012, les chefs d'entreprise, envisagent une progression modérée de leurs investissements début 2012. Au premier semestre 2012, l'investissement des ENF serait ainsi globalement peu dynamique. Il évoluerait en outre par à-coups, affecté au premier trimestre par des facteurs ponctuels (vague de froid, contrecoup dans l'automobile), qui s'estomperaient ensuite (-0,4 % au premier trimestre 2012 puis +0,8 % au deuxième). Mi-2012, le taux d'investissement s'établirait de nouveau à 17,9 %.

Parallèlement, l'appareil productif reste peu sollicité (cf. graphique 3) : en janvier 2012, les entreprises de l'industrie manufacturière font même part d'une baisse de leur taux d'utilisation des capacités productives et elles sont moins nombreuses à signaler des goulots de production. Enfin, les perspectives d'activité sont toujours moroses : les carnets de commande dans l'industrie restent peu étoffés et la demande prévue dans les services demeure mal orientée en février.

Les dépenses en automobiles baisseraient au premier trimestre 2012

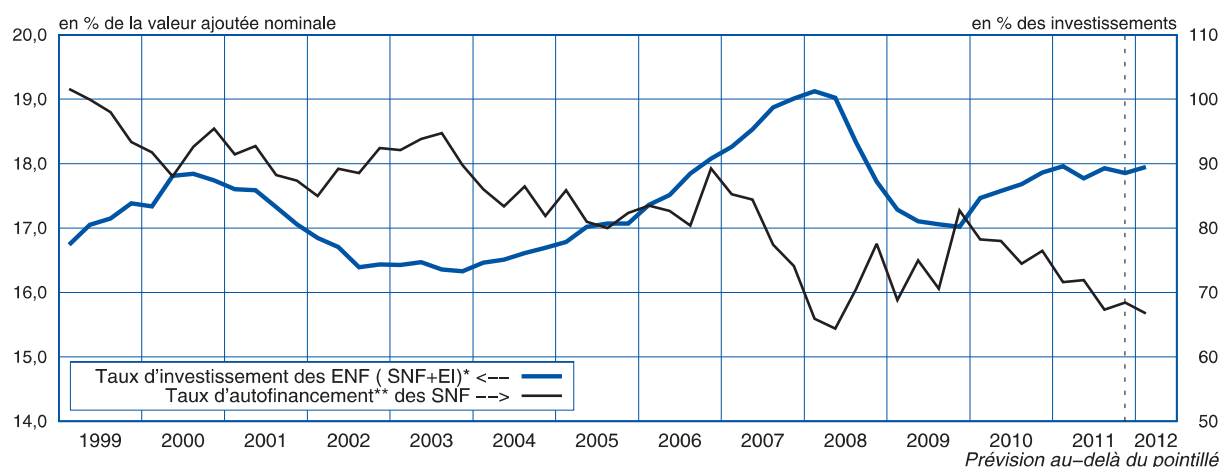
Facteurs de soutien à la fin de l'année 2011, les achats d'automobiles reculeraient nettement au premier trimestre 2012, entraînant une baisse de l'investissement des entreprises en produits manufacturés (-1,8 %). En effet, les immatriculations des véhicules d'entreprises ont chuté début 2012. Parallèlement, les intentions de commande en biens d'équipement, qui représentent près de 40 % des investissements en produits manufacturés, demeurent à des niveaux inférieurs à leur moyenne de longue période. L'investissement en produits manufacturés progresserait ensuite légèrement au deuxième trimestre 2012 (+0,3 %).

La reprise se confirme pour les dépenses en construction

La forte croissance des mises en chantier observée fin 2011 suggère que l'investissement en bâtiment des entreprises accélérerait au premier semestre. Toutefois, l'épisode de gel en février obligerait à reporter certains travaux de construction et pèserait temporairement sur les travaux publics au premier trimestre 2012. La reprise des investissements en construction ne s'intensifierait ainsi qu'au deuxième trimestre 2012, (+0,6 % au premier trimestre 2012 puis +1,9 % au deuxième).

La progression des autres investissements, essentiellement en services informatiques et en activités spécialisées, scientifiques et techniques se modérerait (+0,5 % au premier et au deuxième trimestres 2012). Les professionnels de ces secteurs attendent en effet une activité peu dynamique.

1 - Taux d'investissement et d'autofinancement



* Entreprises non financières (ENF) = sociétés non financières (SNF) et entreprises individuelles (EI).

** Le taux d'autofinancement est le ratio de l'épargne des sociétés non financières rapportée à leurs investissements.

Sources : Insee, comptes trimestriels

Les variations de stocks ont pesé lourdement sur la croissance du quatrième trimestre 2011

Au quatrième trimestre 2011, la contribution des variations de stocks à la croissance du PIB a été fortement négative (-0,8 point, cf. tableau 2). Ce résultat provient essentiellement d'un déstockage de produits manufacturés (-0,7 point), auquel s'ajoute un moindre stockage de produits agricoles (-0,1 point).

Dans les produits manufacturés, la contribution négative des stocks provient pour plus de la moitié d'un déstockage dans les matériels de transport, en lien avec des ventes aéronautiques très dynamiques au quatrième trimestre 2011.

Les industriels ont également déstocké des biens d'équipement et ont moins stocké les autres produits industriels. En revanche, le dynamisme de

la production dans le secteur cokéfaction et raffinage a eu pour contrepartie un stockage accru de ces produits. Sur l'ensemble de l'année 2011, la contribution des stocks à la croissance a cependant été positive (+0,9 point après +0,5 point en 2010).

Le déstockage de produits manufacturés se poursuivrait au premier semestre 2012

Au premier trimestre, la contribution des stocks à la croissance serait nulle. Dans le secteur manufacturier, les industriels procéderaient à une légère intensification du déstockage de produits manufacturés, poursuivant ainsi l'ajustement de leurs stocks à la faiblesse de la demande. En effet, au premier trimestre 2012, l'opinion des industriels sur le niveau de leurs stocks reste très supérieure à sa moyenne de longue période, notamment dans la branche automobile.

Au deuxième trimestre 2012, le rythme de déstockage se stabiliserait dans l'industrie manufacturière et la contribution des variations de stocks à la croissance resterait neutre. ■

Tableau 2

Contribution des variations de stocks à la croissance

en points de PIB

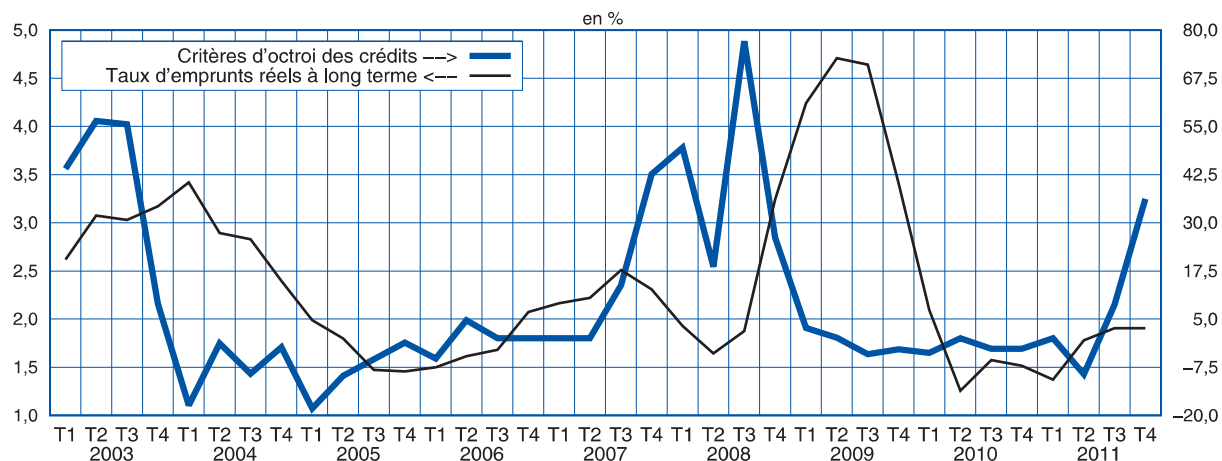
	Évolutions trimestrielles										Évolutions annuelles		
	2010				2011				2012		2010	2011	2012 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Produits agricoles	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0
Produits manufacturés	-0,3	0,2	0,1	0,0	0,9	-0,1	-0,1	-0,7	0,0	0,0	0,6	0,7	-0,7
dont :													
Produits agroalimentaires	-0,1	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,1	0,0			-0,1	0,0	
Cokéfaction et raffinage	0,1	-0,2	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,2			0,0	0,1	
Biens d'équipement	0,1	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,2			0,2	-0,1	
Matériel de transport	-0,2	0,1	0,0	0,0	0,5	0,0	-0,1	-0,4			-0,1	0,3	
Autres branches industrielles	-0,1	0,3	0,1	0,1	0,2	-0,1	-0,1	-0,3			0,5	0,2	
Énergie, eau, déchets	-0,1	0,1	0,2	-0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
Autres (construction, services)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL ⁽¹⁾	-0,4	0,3	0,3	0,0	1,0	-0,1	0,0	-0,8	0,0	0,0	0,5	0,9	-0,6

■ Prévision

(1) Les variations de stocks sont y compris les acquisitions nettes d'objets de valeur.

Source : Insee

2 - Critère d'octroi des crédits aux entreprises* et taux d'emprunts réels à long terme**

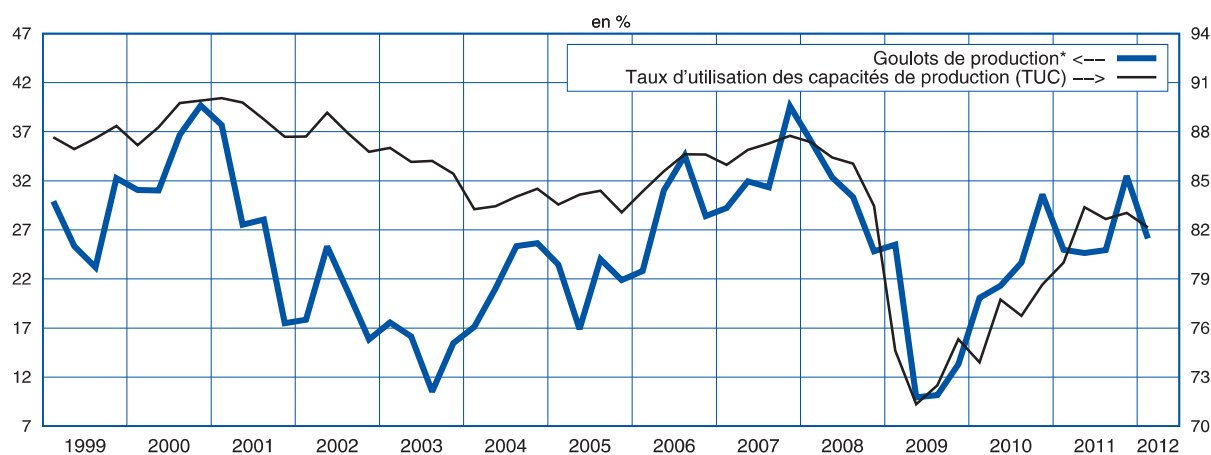


* Les critères d'octroi des crédits : solde net des réponses pondérées = durcissement - assouplissement.

** Le taux réel désigne ici le taux d'intérêt des crédits nouveaux aux entreprises non financières dont le taux est soit révisable selon une périodicité supérieure à l'année, soit à taux fixe d'une durée initiale supérieure à 1 an. Ce taux est déflaté par l'indice des prix à la production de l'ensemble des biens et services.

Sources : Insee, comptes trimestriels et Banque de France

3 - Tensions sur les capacités de production de l'industrie manufacturière



* Proportion d'entreprises qui, si elles recevaient plus de commandes, ne pourraient pas produire davantage avec leurs moyens actuels.

Source : Insee, enquête trimestrielle sur l'activité dans l'industrie

Production

Au quatrième trimestre 2011, la production de biens et services a légèrement accéléré (+0,4 % après +0,3 % au trimestre précédent), du fait principalement du rebond de la production manufacturière et de la hausse de la production dans le commerce et dans les services marchands.

La production serait stable au premier trimestre 2012, avant de redémarrer au deuxième trimestre (+0,2 %). Après plusieurs mois consécutifs de baisse, le climat des affaires en France s'est stabilisé en février mais il reste néanmoins nettement en dessous de sa moyenne de long terme. Les perspectives d'activité restent ainsi moroses dans l'industrie et les services. À la fin du premier semestre 2012, l'acquis de croissance pour 2012 serait de +0,6 % pour la production de biens et services, après une hausse de 2,2 % en 2011.

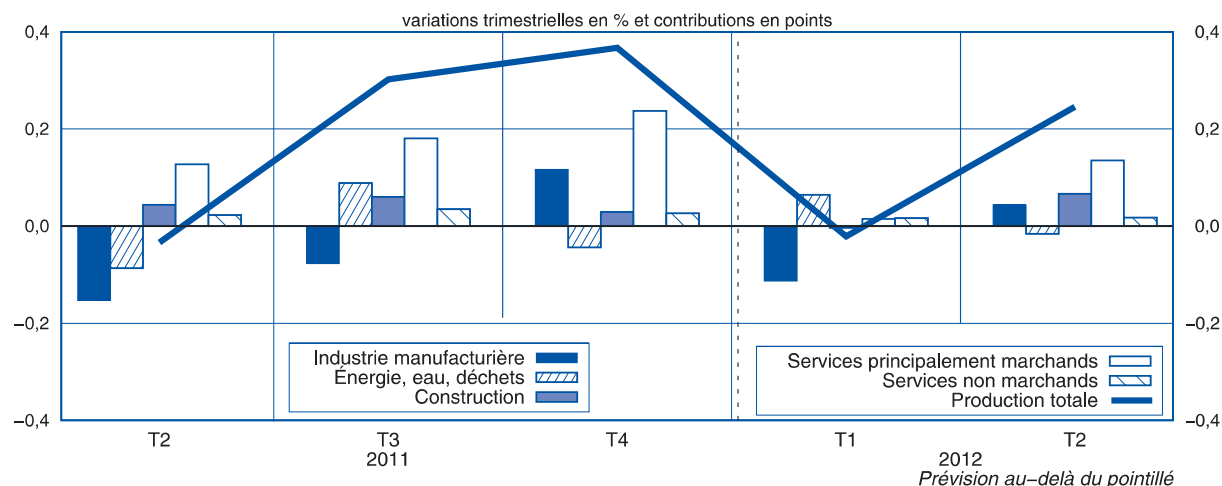
La production progresserait faiblement début 2012

Au quatrième trimestre 2011, la production a progressé à un rythme proche de celui du trimestre précédent : +0,4 % après +0,3 % au troisième trimestre 2011 (cf. graphique 1). Les principaux secteurs contributeurs à la production ont été les services marchands (pour 0,2 point) et l'industrie manufacturière (pour 0,1 point). La production manufacturière a en effet rebondi (+0,6 % après -0,4 % au troisième trimestre), grâce au

dynamisme de l'activité dans la branche matériel de transport. En raison de températures particulièrement clémentes, la production d'énergie a également reculé au quatrième trimestre 2011 (-1,1 % après +2,3 %). L'activité de la branche commerce a accéléré (+0,6 % après +0,2 %), soutenue par le rebond de la consommation des ménages en produits manufacturés et par le dynamisme des exportations. Dans le sillage de la production manufacturière et du commerce, l'activité est restée dynamique dans les services marchands (+0,4 %, comme au troisième trimestre).

L'indicateur du climat des affaires en France, en baisse continue depuis l'été 2011, s'est stabilisé en février 2012 (cf. graphique 2). Mais il se situe toujours à un niveau nettement inférieur à sa moyenne de longue période. Dans l'industrie manufacturière, le jugement sur l'activité passée a continué de se dégrader en février tandis que les perspectives individuelles de production sont toujours inférieures à leur moyenne de longue période. De même, dans les services, le jugement sur l'activité prévue reste très inférieur à sa moyenne de long terme, et la demande prévue demeure faible. La production serait donc peu dynamique au premier semestre 2012. Elle serait stable au premier trimestre puis redémarrerait modérément au deuxième trimestre 2012 (+0,2 %). À la fin du premier semestre, l'acquis de croissance de la production pour 2012 serait de +0,6 %, après une hausse de 2,2 % en 2011.

1 - Contributions sectorielles à la croissance de la production totale



La production manufacturière se replierait début 2012

Après deux trimestres consécutifs de baisse (-0,7 % au deuxième trimestre 2011 et -0,4 % au troisième trimestre), la production manufacturière a rebondi au quatrième trimestre 2011 : +0,6 %. Ce rebond provient principalement du secteur des matériels de transports (+4,6 % après -2,1 %). Ainsi, dans la construction aéronautique et spatiale (cf. éclairage), l'activité a été très dynamique, portée par des niveaux d'exportation exceptionnels. Dans la construction automobile, l'activité a été soutenue par la vigueur de la demande des entreprises et des particuliers en fin d'année. L'activité a également été très dynamique dans le secteur de la cokéfaction-raffinage (+3,9 % après -1,5 %). À l'inverse, elle s'est nettement repliée dans le secteur des biens d'équipement (-1,3 % après +1,5 %) et dans le secteur des « autres biens industriels » ; elle a légèrement reculé dans l'agroalimentaire (-0,1 % après +0,6 %).

Si le climat des affaires dans l'industrie s'est stabilisé en février, il reste à un niveau très bas (cf. graphique 2). Les industriels sont toujours nombreux à faire état d'une baisse de leur activité passée. Leurs perspectives de production pour les mois à venir restent mal orientées, tant au niveau individuel que pour l'ensemble de leur secteur (cf. graphique 3), même si elles se sont quelque peu redressées en février. Au premier trimestre 2012, la production manufacturière reculerait (-0,5 %).

La contraction de l'activité serait particulièrement marquée dans le secteur automobile, où les carnets de commande domestiques et étrangers se sont fortement dégarnis. Les perspectives d'activité

restent en revanche favorables dans le secteur des autres matériels de transport, qui comprend notamment l'aéronautique. La production manufacturière progresserait légèrement au deuxième trimestre 2012 (+0,2 %) : elle bénéficierait du soutien des exportations, tandis que la demande intérieure en produits manufacturés cesserait de reculer. Au total, après une progression de 3,0 % en 2011, l'acquis de croissance annuelle pour la production manufacturière serait de -0,3 % à l'issue du premier semestre 2012.

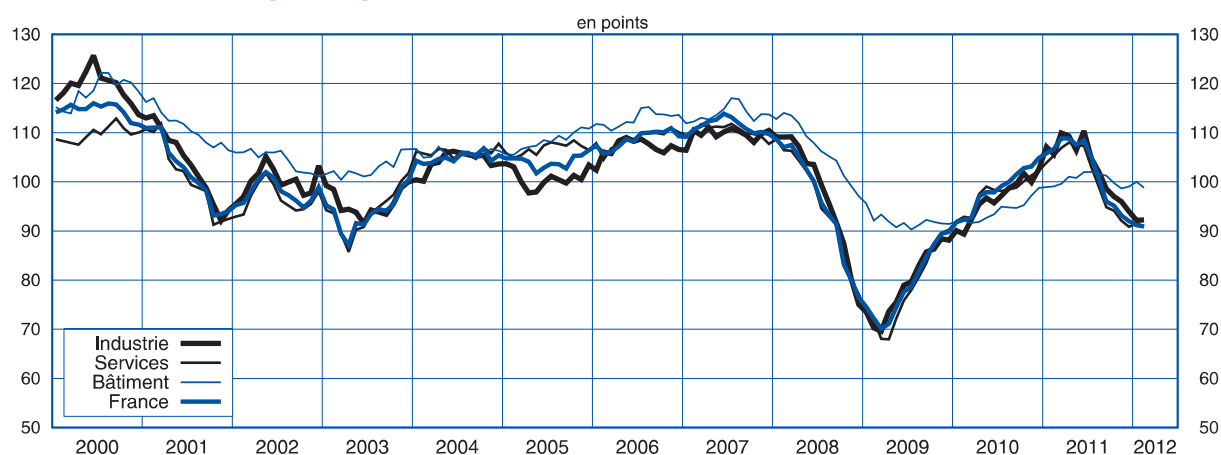
À-coups dans la construction

Au quatrième trimestre 2011, la production a ralenti dans le secteur de la construction : +0,4 %, après +0,8 % au troisième trimestre 2011. Ce ralentissement a été sensible dans le bâtiment comme dans les travaux publics.

Au premier trimestre 2012, la production dans la construction reculerait légèrement (-0,1 %). Les entrepreneurs des travaux publics et du bâtiment, interrogés respectivement en janvier et en février, font part d'une activité terne (cf. graphique 4), et les carnets de commandes sont toujours jugés inférieurs à la normale dans le bâtiment. En outre, l'activité de construction, en particulier dans les travaux publics, serait affectée par l'épisode de froid du mois de février. Au deuxième trimestre 2012, l'activité dans la construction rebondirait nettement (+0,9 %), avec un contrecoup positif dans le secteur des travaux publics.

En 2011, la production dans le secteur de la construction a progressé de 0,2 %. À l'issue du deuxième trimestre 2012, l'acquis de croissance pour l'année 2012 serait de +1,5 %.

2 - Indicateurs synthétiques de climat des affaires : France, industrie, services et bâtiment



Source : Insee

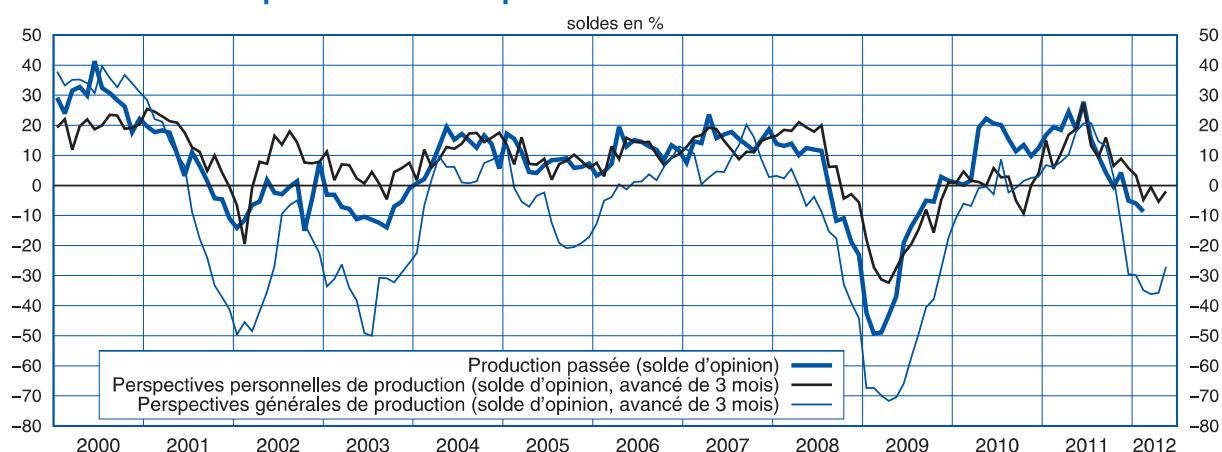
Services marchands : l'activité ralentirait au premier trimestre 2012

Au quatrième trimestre 2011, l'activité des services marchands hors commerce a progressé au même rythme qu'au troisième trimestre (+0,4 %). La production a accéléré dans le secteur des activités spécialisées, scientifiques et techniques et des services administratifs et de soutien (+0,6 % après +0,1 % au troisième trimestre), dans le sillage du dynamisme de l'activité industrielle. Elle s'est redressée dans l'hébergement-restauration (+0,2 % après -0,1 %) et est restée dynamique dans les activités immobilières et dans l'information-communication (respectivement +0,3 % et +0,8 %, comme au troisième trimestre). Dans les secteurs du transport et des activités financières, la production a ralenti (respectivement +0,3 % après +0,5 % et +0,4 % après +0,8 %).

Sur l'ensemble de l'année 2011, la production de services marchands hors commerce a augmenté de 2,8 %, après +1,4 % en 2010.

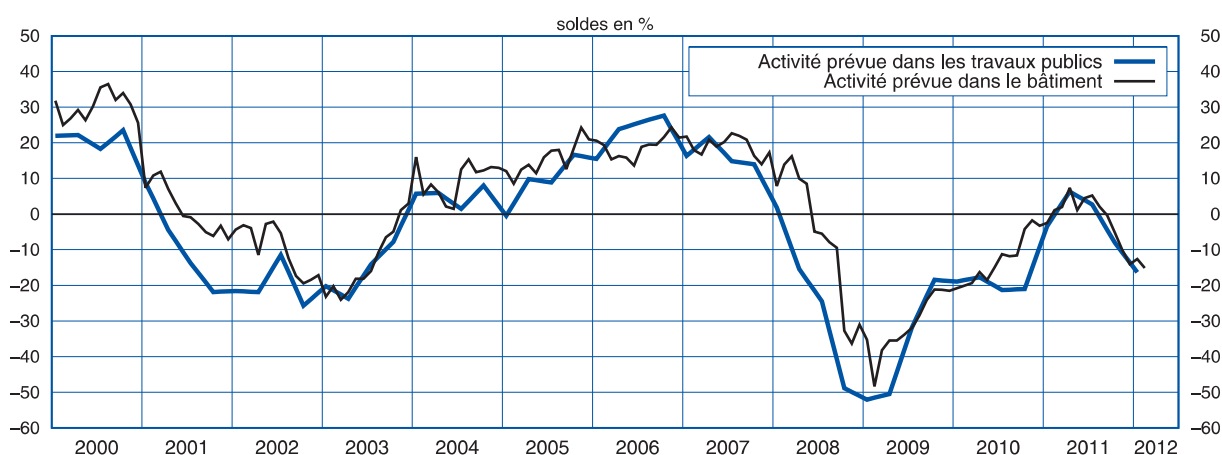
Début 2012, selon les chefs d'entreprise, la conjoncture dans les services est morose : en février, l'indicateur synthétique du climat des affaires s'est stabilisé significativement en dessous de sa moyenne de longue période. Les anticipations des entrepreneurs en termes de demande et d'activité restent dégradées (cf. graphique 5). En particulier, le ralentissement de l'activité industrielle freinerait les activités de services aux entreprises. Au total, la production de services marchands ralentirait au premier trimestre 2012 (+0,1 % après +0,4 %). Elle accélérerait quelque peu au deuxième trimestre (+0,3 %). À la fin du deuxième trimestre 2012, l'acquis de croissance pour 2012 serait de +0,9 %.

3 - Opinion relative à la production dans l'industrie manufacturière



Source : Insee

4 - Perspectives d'activité dans la construction



Source : Insee

L'activité commerciale progresserait très faiblement

L'activité commerciale a accéléré au quatrième trimestre 2011 (+0,6 % après +0,2 %), portée à la fois par la croissance de la consommation des ménages en produits manufacturés (+0,5 % après -0,2 %) et par le dynamisme des exportations (+1,2 %).

Au premier trimestre 2012, l'activité dans le commerce se dégraderait (-0,2 %), freinée par le recul de la consommation des ménages en biens manufacturés et par le ralentissement des exportations. De fait, dans le commerce de gros, l'indicateur synthétique continue de baisser en janvier, de même que le solde d'opinion relatif aux ventes à l'étranger, notamment dans le secteur des biens d'équipement. Dans le commerce de détail et le commerce et la réparation automobile, l'enquête de conjoncture de février indique un redressement de l'activité dans la grande distribution. Mais les commerçants automobiles signalent une dégradation de leurs ventes et l'indicateur synthétique de climat des affaires reste très bas.

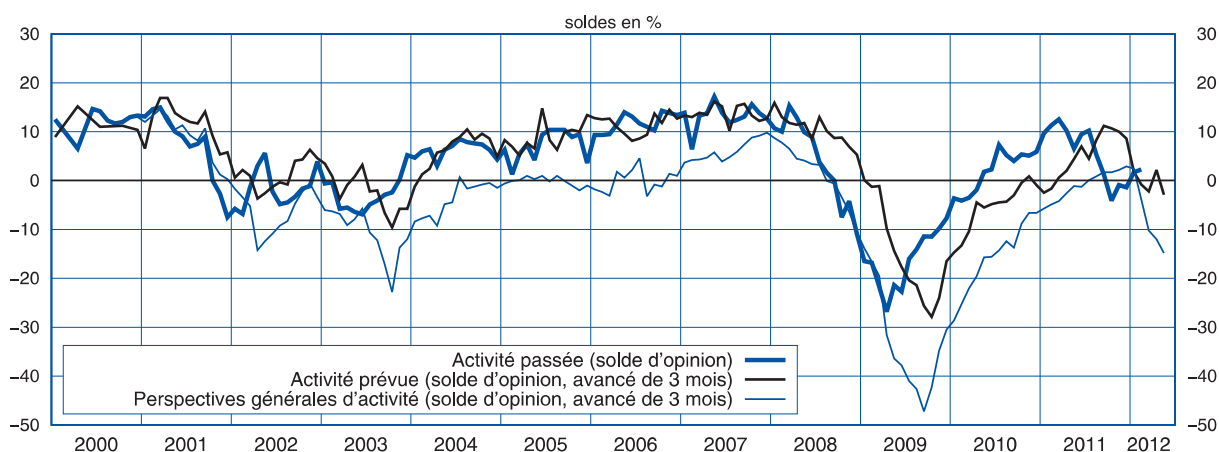
Au deuxième trimestre 2012, l'activité commerciale se redresserait quelque peu (+0,2 %), soutenue notamment par le léger rebond de la consommation des ménages en biens manufacturés. Mi-2012, l'acquis de croissance serait de +0,5 % (après +2,9 % en 2011).

Début 2012, la production d'énergie rebondirait et l'activité agricole resterait stable

En raison de températures particulièrement clémentes en fin d'année, la production d'énergie s'est repliée au quatrième trimestre 2011 (-1,1 % après +2,3 %). Elle rebondirait au premier trimestre 2012 (+1,7 %), soutenue par les pics de consommation enregistrés pendant la vague de froid de février. Elle reculerait par contrecoup au deuxième trimestre (-0,4 %). À l'issue du premier semestre, l'acquis de croissance de la production de la branche énergétique serait de +1,1 % (après -0,9 % en 2011).

Au quatrième trimestre 2011, la production des branches agricole et agroalimentaire a ralenti (+0,1 % après +0,6 % au trimestre précédent). Elle serait stable d'ici mi-2012 et l'acquis de croissance pour 2012 serait de +0,4 % (après +2,2 %). ■

5 - Perspectives d'activité dans les services



Source : Insee

Construction aéronautique et construction automobile, deux secteurs qui ont un effet d'entraînement marqué sur le reste de l'économie

La hausse de l'activité en France au quatrième trimestre 2011 a été notamment due au rebond de la production du secteur des matériels de transport (+4,6 % après - 2,1 % au troisième trimestre 2011), secteur dont font partie la construction aéronautique et spatiale et la construction automobile. Fin 2011, c'est plus précisément le secteur de la construction aéronautique et spatiale qui a soutenu l'activité. Ce soutien à l'activité a été d'autant plus important que le secteur de la construction aéronautique et spatiale, comme celui de la construction automobile, a traditionnellement un effet d'entraînement sur l'économie plus marqué, que la plupart des autres secteurs industriels.

Forte segmentation intersectorielle de la chaîne de production aéronautique et automobile

Le secteur de la construction aéronautique et spatiale, et le secteur automobile, jouent un rôle important dans la dynamique conjoncturelle de l'économie française. D'une part, ces deux secteurs sont fortement présents à l'exportation. D'autre part, ils impliquent de nombreux secteurs de l'économie nationale et exercent à ce titre de forts effets d'entraînement sur le reste de l'économie.

Ainsi, la chaîne de production d'un avion engage plusieurs acteurs : des motoristes, des équipementiers, des entreprises de sous-traitance et des prestataires de services, etc. La segmentation intersectorielle de la chaîne de valeur ajoutée du secteur aéronautique est donc particulièrement forte. En outre, les consommations intermédiaires utilisées par ce secteur sont souvent à haute valeur ajoutée. Dès lors, un choc affectant l'industrie aéronautique induit d'importants effets indirects dans de nombreux autres secteurs, ce qui amplifie l'effet du choc initial.

L'aéronautique et l'automobile, deux secteurs à fort effet d'entraînement sur le reste de l'économie

Pour quantifier la contribution de ces secteurs à l'activité, deux effets sont distingués :

- un effet direct : la contribution comptable de la valeur ajoutée du secteur à la progression de la valeur ajoutée totale.

- un effet indirect qui tient compte des effets d'entraînement sur les autres secteurs économiques.

Le passage de la contribution directe à la contribution totale, incluant les effets directs et indirects, se fait grâce à un multiplicateur de valeur ajoutée (VA) : celui-ci mesure, pour une unité supplémentaire de valeur ajoutée dans un secteur, le nombre d'unités de valeur ajoutée globalement produites dans l'économie ⁽¹⁾. Ce multiplicateur est d'autant plus élevé que le processus de production utilise une part importante de consommations intermédiaires et que celles-ci sont riches en valeur ajoutée et pauvres en importations. Ce multiplicateur peut être calculé pour tous les secteurs de l'économie (cf. tableau 1). Le secteur de la construction aéronautique et spatiale et celui de la construction automobile présentent les multiplicateurs de VA les plus élevés : ces deux secteurs ont donc de puissants effets d'entraînement sur le reste de l'économie.

Calcul des contributions à l'activité dans le secteur des matériels de transport

Pour calculer la contribution totale (directe et indirecte) d'un secteur à l'activité, il faut disposer de son multiplicateur de valeur ajoutée et de l'évolution de la valeur ajoutée du secteur. Or, les comptes trimestriels ne distinguent ni la valeur ajoutée du secteur de la construction aéronautique et spatiale, ni celle de la construction automobile. Seul l'agrégat d'ensemble est publié. On ne peut que calculer la contribution totale de ce secteur à l'activité (cf. graphique 1).

Pour isoler la contribution des branches automobile (C29) et construction aéronautique et spatiale (C30C) à la croissance, un indicateur indirect de l'évolution de la valeur ajoutée de ces secteurs est utilisé : l'indice de la production industrielle (IPI), qui est disponible à un niveau plus fin que les comptes trimestriels. Les deux sources sont cohérentes : en effet, en ajoutant les contributions des secteurs automobile et autres matériels de transports calculées à partir des données d'IPI, on obtient un résultat proche de celui obtenu directement à partir de la série des comptes trimestriels pour le secteur du matériel de transport dans son ensemble. (cf. graphique 1).

(1) Pour le détail de la méthode, cf. éclairage de la Note de conjoncture de mars 2009, « Le coup de frein à la production automobile : sa part dans la récession ».

Tableau 1
Multiplicateurs de valeur ajoutée par secteurs (hors cokéfaction-raffinage)

Secteurs	Agriculture (CZ)	Produits agro alimentaires (C1)	Biens d'équipement (C3)	Automobile (C29)	Construction aéronautique et spatiale (C30C)	Autres matériels de transport (hors aéronautique)	Autres produits industriels (C5)	Energie, eau, déchets (DE)	Construction (FZ)	Commerces, services
Multiplicateur	2,3	2,8	2,3	4,1	4,8	3	2,3	2,1	2	1,5

Note de lecture : Lorsque le secteur Automobile (C29) génère directement une unité de Valeur Ajoutée, il génère via les consommations intermédiaires produites domestiquement plus de quatre unités de valeur ajoutée.

Source : Données et calculs Insee

Ainsi, au quatrième trimestre 2011, la contribution directe du secteur des matériels de transport à la croissance a été quasi nulle. La contribution totale, compte tenu du multiplicateur de valeur ajoutée de 4,1 dans ce secteur, est de +0,1 point.

La construction aéronautique et spatiale, moteur important de la croissance fin 2011

Au quatrième trimestre 2011, le secteur de la construction aéronautique et spatiale a contribué pour 0,2 point à la croissance de la valeur ajoutée totale, soit quasiment la totalité de la croissance observée (cf. tableau 2). Les fortes commandes d'avions reçues en 2011 (cf. graphique 2) et l'importance des livraisons fin 2011 ont soutenu la production dans ce secteur et, par effet d'entraînement, dans tous les secteurs intervenant dans la chaîne de production aéronautique.

Compte tenu du rebond des commandes fin 2011, la production devrait rester à un niveau élevé début 2012, même s'il n'est pas certain que le rythme de croissance très soutenu se maintienne.

L'automobile, un secteur qui a fortement contribué à la récession de 2008

Cette approche permet également d'analyser les contributions des secteurs aéronautique et automobile aux évolutions conjoncturelles des années passées (cf. tableau 2).

En particulier, la crise de 2008 a particulièrement affecté l'industrie automobile et ses sous-traitants. La contraction du secteur lui-même a été très marquée (cf. graphique 3), il a directement contribué, à hauteur de -0,2 point, au recul du PIB au quatrième trimestre 2008 et de -0,1 point au premier

trimestre 2009. En prenant en compte les effets indirects sur les autres secteurs, la contribution de ce secteur au retournement conjoncturel est de -0,6 point au quatrième trimestre 2008 et de -0,3 point au premier trimestre 2009, pour une contraction du PIB de 1,5 point puis de 1,6 point respectivement.

La construction aéronautique et spatiale, un secteur résilient pendant la récession

En revanche, dans l'aéronautique, le recul de la production a été beaucoup plus faible (cf. graphique 3), et la contribution totale du secteur de l'aéronautique au recul de l'activité en 2008 est finalement restée limitée (cf. tableau 2).

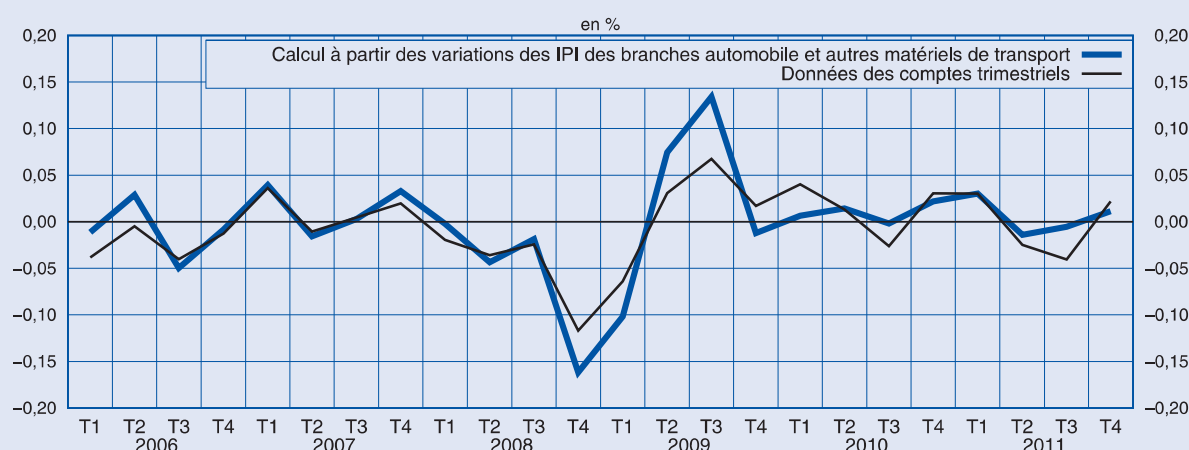
Pourtant, la contraction du volume des commandes nettes d'avions en 2008 et en 2009 a été très significative chez l'avionneur européen Airbus (cf. graphique 2). Ce recul des commandes a répondu au repli marqué du trafic aérien mondial, en particulier du trafic de fret (cf. graphique 2).

Néanmoins, l'industrie aéronautique française a pu bénéficier des niveaux de commandes historiquement élevés enregistrés avant la crise pour maintenir son niveau de production (cf. graphique 2). Le secteur de la construction aéronautique et spatiale est peu affecté par les chocs conjoncturels du fait de délais de production très longs, et il suit plutôt la tendance de long terme du trafic aérien mondial. ■

Bibliographie

Insee, 2009, « Le coup de frein à la production automobile : sa part dans la récession », *Éclairage de la Note de conjoncture de mars 2009*.

1 - Contribution des matériels de transport (C4) à la croissance de la valeur ajoutée



Source : Données et calculs Insee

Tableau 2

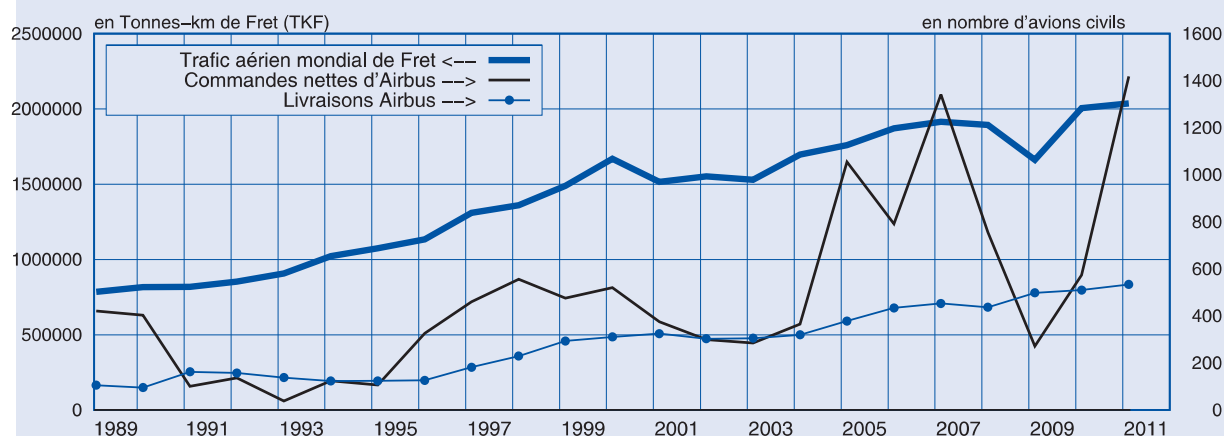
Contribution « directe » et « totale » à la croissance de l'activité dans les secteurs de l'automobile et de la construction aéronautique et spatiale

Date	Construction aéronautique et spatiale		Construction automobile		Taux de croissance du PIB (prix chaîné)
	Contribution directe	Contribution totale	Contribution directe	Contribution totale	
2008T1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,35
2008T2	0,0	0,0	0,0	-0,2	-0,67
2008T3	0,0	0,1	0,0	-0,1	-0,32
2008T4	0,0	0,1	-0,2	-0,6	-1,47
2009T1	0,0	-0,1	-0,1	-0,3	-1,55
2009T2	0,0	0,0	0,1	0,3	0,08
2009T3	0,0	0,1	0,1	0,5	0,25
2009T4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,60
2010T1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,10
2010T2	0,0	0,1	0,0	-0,1	0,51
2010T3	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,43
2010T4	0,0	-0,1	0,0	0,1	0,34
2011T1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,94
2011T2	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,07
2011T3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,33
2011T4	0,0	0,2	0,0	-0,1	0,22

Note de lecture : Au quatrième trimestre 2008, le secteur automobile a contribué directement pour 0,2 % à la baisse du PIB de -1,47 % et au total pour 0,6 %, une fois pris en compte les effets indirects liés aux consommations intermédiaires produites domestiquement.

Source : Données et calculs Insee

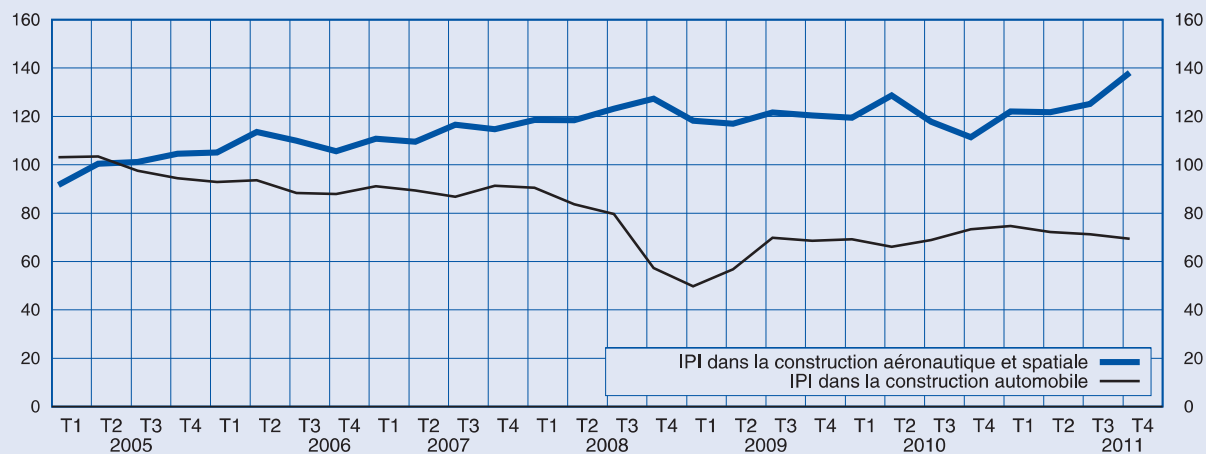
2 - Évolutions des commandes et livraisons d'Airbus et du trafic aérien de fret



Note de lecture : En 2011, Airbus a livré 534 avions civils et a enregistré 1 419 commandes nettes. En 2011, le trafic aérien mondial de fret s'élevait à 2 036 350 TKF (Tonnes-Kilomètres de Fret).

Sources : DataInsight, Données Airbus, calculs Insee (données annualisées CVS)

3 - Indice de la production industrielle dans les secteurs de la construction aéronautique et spatiale (C30C) et de la construction automobile (C29)



Source : Insee